Cfdt: magazine

MENSUEL N° 453 — MAI 2019 — 2,80 EUROS

LAURENT BERGER
"L'EUROPE DOIT RECONQUÉRIR LE CŒUR DES CITOYENS"

CALAIS
AUX PREMIÈRES LOGES DU BREXIT

PORTUGAL
UN VENT D'OPTIMISME

VOTONS LE 26 MAI POUR L'EUROPE

SOMMAIRE N° 453
MAI 2019

4

DÉCRYPTAGE
Le travail détaché en Europe.

5

L'ESSENTIEL
5 Édito
6 Entretien avec Laurent Berger
"L'Europe doit reconquérir le cœur des citoyens."

14

DOSSIER

L'EUROPE SYNDICALE, RICHESSE ET DIVERSITÉ
Pour faire avancer l'Europe sociale, les syndicats jouent l'unité. Un véritable défi.

8 Europe
9 Frontaliers au chômage : l'Europe change les règles.
10 Grèce. Un léger mieux et de sévères critiques.
13 Michel Barnier. Européen convaincu, le négociateur en chef du Brexit appelle à un renforcement du pilier social européen. Interview.

22

ARRÊT SUR IMAGE
Transfrontaliers. En flux tendus
En provenance de France, de Belgique et d'Allemagne, ils sont plus de 190 000 à se rendre quotidiennement au Luxembourg. Pour la Lorraine voisine, ce dynamisme est une vraie bouffée d'oxygène. Revers de la médaille, les réseaux routier et ferroviaire sont déjà saturés, et l'inquiétude monte. Reportage.

27

L'INVITÉ DU MOIS
Alex Taylor
L'Europe chevillée au cœur
Nonsense! Cette expression anglaise s'applique à merveille à la situation actuelle du Royaume-Uni. Alex Taylor, journaliste et citoyen français depuis peu, vit cette séparation comme une affaire personnelle. Rencontre.

30

SUR LE TERRAIN
30 Portugal. Un vent d'optimisme
Dix ans après la crise financière, le Portugal remonte la pente. La cure d'austérité passée, les indicateurs économiques sont aujourd'hui au vert. Une nouvelle ère s'ouvre pour ce pays profondément européen.
32 Calais. Aux premières loges du Brexit
C'est le principal point de passage entre la France et l'Angleterre. C'est pourquoi Calais cristallise toutes les angoisses liées à une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans l'attente, la ville se prépare à tous les scénarios possibles. Tant bien que mal.

34

INTERVIEW CROISÉE
Édouard Martin | Claude Rolin
Du syndicalisme au Parlement européen
Syndicalistes passionnés et passionnants, ils sont devenus députés européens en 2014. Fiers du travail qu'ils ont accompli au Parlement, ils ont décidé de ne pas se représenter, mais espèrent que d'autres syndicalistes tenteront l'aventure.

37

VIE PRATIQUE
38 Les élections européennes
Mode d'emploi.
39 La procédure législative
Qui décide et comment ?

41

LIRE, VOIR, ENTENDRE
41 Notre sélection culturelle

44

PETITES ANNONCES

RÉDACTION : 4, bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19. **Tél.** : 0142038180. **E-mail** : magazine@cfdt.fr - **Twitter :** @SH_CFDT - **Site** : www.cfdt.fr. **Directeur de la publication** : Frédéric Sève. **Rédacteur en chef** : Nicolas Ballot. **Rédacteur en chef adjoint** : Jérôme Citron. **Rédacteurs** : Anne-Sophie Balle, Didier Blain, Marie-Nadine Eltchaninoff, Guillaume Lefèvre, Claire Nillus, Emmanuelle Pirat, Maria Poblete, Aurélie Seigne. **Rédactrice-graphiste** : Murielle Guillard. **Secrétaires de rédaction** : Jean-Marie Forget, Mylène Phelpin. **Secrétariat et gestion des petites annonces** : Dominique Fevez, Mathilde Lokossou. **Ont participé à ce numéro** : Frédérick Casadesus, Emmanuel Dreux. **Conception graphique :** M&C Saatchi Corporate. **ADMINISTRATION & ABONNEMENTS :** GIE CFDT-Presse - 4, bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19. **Tél.** : 0142038140. **Fax** : 0153728561. **Responsable** : Mylène Baudry. **Abonnement annuel** : 39 €. Étranger (sauf UE et Suisse) : 55 €. Chèque à l'ordre de CFDT-Presse. **Responsable de la coordination annonceurs et partenaires** : Mylène Baudry. **CHANGEMENT D'ADRESSE :** contactez votre syndicat (coordonnées sur votre carte d'adhérent). **Imprimerie** : Roto France - 77185 Lognes. **N° CPPAP** : 1122 S 06265. **ISSN** : 0395-5621. **PAGES SPÉCIALES** jointes sous film : Banques et assurances (I à XII), FCE (I à XVI), FEAE (I à IV), FEP (I à XII), FGMM (I à IV), Normandie (I à IV), Pays de la Loire (I à IV). **Crédit Une** : Nicola Zolin/Rédux-RÉA - Ce journal est imprimé sur du papier fabriqué à partir de bois provenant de forêts gérées durablement (www.fsc.org).

Xinhua/Zuma/RÉA – Cyril Entzmann/Divergence – Éric Herchaft/Reporters-RÉA

DÉCRYPTAGE

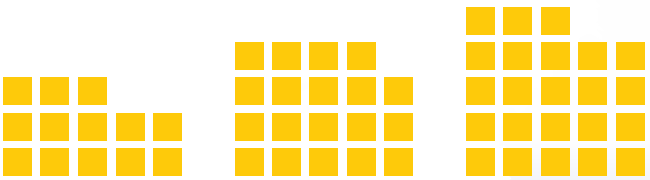
Le travail détaché en Europe

Source : *Commission européenne*

On compte **2 300 000 travailleurs détachés** dans l'**Union européenne** en 2016.

Un salarié est considéré comme détaché lorsqu'il est envoyé dans un pays tiers par son entreprise pour une durée temporaire. **Son salaire et ses conditions de travail dépendent de la législation du pays d'accueil, tandis que ses cotisations sociales sont celles de son pays d'origine.**

Évolution du nombre de salariés détachés déclarés en Europe

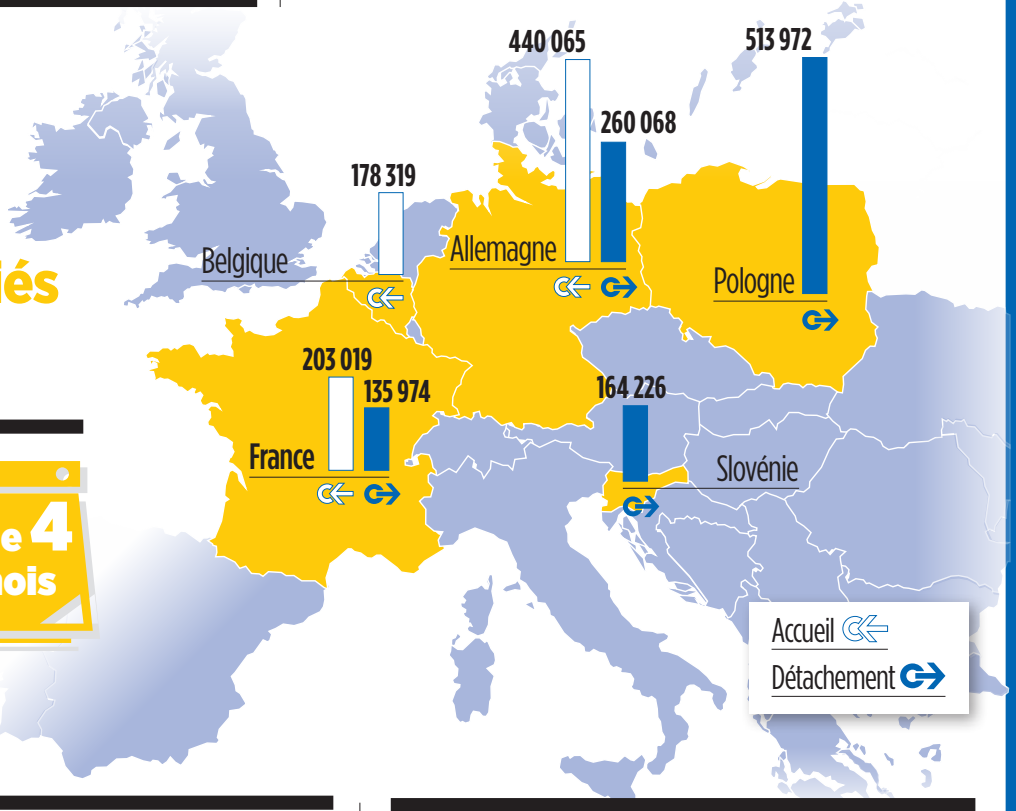


1,3 million de salariés — 2010

1,9 million de salariés — 2014

2,3 millions de salariés — 2016

Les pays qui accueillent et détachent le plus de salariés



La durée moyenne d'un détachement

- En **France** et en **Belgique**, cette durée est **inférieure à 33 jours.**
- En **Estonie**, en **Hongrie** et en **Irlande**, cette durée est **supérieure à 230 jours.**

Les secteurs concernés par le travail détaché

Construction **45 %**

Services **29,4 %**

À titre de comparaison, l'agriculture et la pêche atteignent à peine 1,5 %.

La nouvelle règle

En mai 2018, les députés ont révisé la directive sur le travail détaché pour consacrer le principe « **sur un même lieu de travail, à travail égal, salaire égal** ». Les États ont deux ans pour transposer en droit national cette nouvelle règle.

Indispensable Europe

Pourquoi consacrer un numéro entier de *CFDT Magazine* à l'Europe ? Parce que les élections européennes ont lieu le 26 mai en France et que les députés européens que nous élirons ce jour-là seront chargés de définir l'avenir de l'Union européenne post-Brexit… ce qui n'est pas une mince affaire face à l'importance des défis (démocratique, social, écologique, économique) à relever.

Intrinsèquement proeuropéenne par son histoire et son engagement, la CFDT encourage les citoyens en général et ses adhérents en particulier à voter lors de ce scrutin capital pour l'Union européenne. Bien entendu, la CFDT ne donne pas de consigne de vote, exception faite lorsqu'il s'agit de barrer la route aux partis d'extrême droite, comme le Rassemblement national (ex-FN). Pour autant, la CFDT est, selon la formule consacrée, « ni neutre ni partisane ». Et, alors que l'Union européenne est confrontée à une montée des partis populistes, xénophobes et eurosceptiques, dont certains sont au pouvoir dans plusieurs pays européens, il est de notre devoir de contrer cette tentation populiste et ses idées reçues.

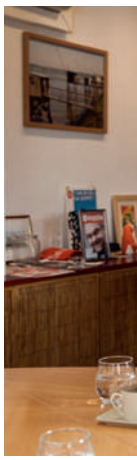
C'est bien de cela dont il est question dans ce numéro de *CFDT Magazine*. À travers nos rubriques habituelles, ce mois-ci toutes orientées vers l'Europe – avec notamment des interviews d'acteurs européens engagés et convaincus (de Laurent Berger à Michel Barnier, en passant par Alex Taylor ou encore Édouard Martin), mais également des reportages dans des États membres de l'Union –, nous nous sommes efforcés de mettre en lumière avec rigueur et objectivité les forces, sans pour autant masquer les faiblesses, de l'Europe. Et contrairement à ce que pensent les tenants d'un repli nationaliste, l'Europe ne peut certes pas tout mais elle est « une partie de la solution ». C'est pourquoi la CFDT s'engage plus que jamais en faveur d'une Europe plus protectrice ! ●

Nicolas Ballot, rédacteur en chef

Ana Fernandez/Sopa Images/Zuma/REA – Cyril Entzmann/Divergence – Peter Endig/Zuma Press/Zuma/REA

ENTRETIEN AVEC LAURENT BERGER

"Il nous faut un choc pour l'Eu



Laurent Berger appelle à passer à la vitesse supérieure en matière écologique et sociale. Il met en garde les dirigeants : l'Union européenne ne peut pas être un espace économique coupé des citoyens.

La CFDT a toujours été profondément européenne. L'Europe, cela signifie quoi pour toi ?

Sur un continent qui s'est profondément déchiré pendant des siècles, l'Europe, c'est avant tout la construction d'un espace commun de paix. Un espace où la CFDT s'est très tôt investie avec la volonté de construire des politiques communes qui protègent les citoyens et les travailleurs. À plusieurs on est plus forts et plus on est fort, plus on peut être juste. Je n'ignore pas que cet idéal européen s'est d'abord construit par une approche économique, mais nous avons réussi malgré tout, malgré les difficultés et les manques, à maintenir cette paix.

Aujourd'hui, avec la mondialisation, se pose la question du modèle de développement que nous voulons. Comment mieux articuler la performance économique, la transition écologique et la justice sociale ? L'Europe est essentielle pour apporter des réponses.

Dans le monde syndical, l'engagement européen est une marque de fabrique de la CFDT. Est-ce plus difficile aujourd'hui de défendre ce projet ?

Dans la mondialisation actuelle, sortir de l'Europe, comme le souhaitent certains partisans d'un retour à l'État nation, conduirait chaque pays à se recroqueviller sur lui-même sans être en capacité de peser sur son avenir. Ce n'est clairement pas notre vision. Après, il est vrai qu'il y a des périodes plus ou moins faciles pour défendre cette construction. Nous avons connu des périodes fastes et de vraies traversées du désert comme celle correspondant à la Commission Barroso [2004 à 2014], où toute approche sociale avait disparu. Par moments, nous avons tellement souhaité défendre cet idéal que nous avons été timides sur les reproches que nous pouvions faire à cette construction. L'Europe est consubstantielle à la CFDT, mais on peut être européen et critique. J'ai bien conscience que l'engagement européen des militants reste encore très fort, mais qu'il a été mis à mal parce que l'Union européenne est trop devenue un espace économique qui s'est coupé des citoyens.

Pourtant, l'échelon européen est de plus en plus important, même au niveau social ?

Pour les citoyens, l'Europe s'est éloignée. Ils ont l'impression qu'elle ne s'ancre plus dans leur quotidien même si c'est largement faux dans beaucoup de domaines. Sur la question sociale, par exemple, l'Europe a permis des avancées sur les questions du temps de travail, sur l'égalité femmes-hommes ou sur l'exposition des travailleurs aux produits chimiques. Il reste beaucoup à faire, mais on ne peut pas tout balayer d'un revers de la main.

À quelques semaines des élections, es-tu inquiet ?

Je suis inquiet car partout monte le populisme antieuropéen, je suis inquiet car je constate un repli sur soi dans tous les pays de l'Union et je suis inquiet car je ne sens pas de volonté politique d'impulser un renouveau en Europe. Le président de la République s'est prononcé en ce sens, mais on ne sent pas un élan pour construire un véritable pilier social. Personne ne semble vouloir dire : *« On va mettre X milliards sur la transition écologique, X milliards pour la formation des travailleurs et X milliards sur un fonds de solidarité pour les territoires les plus en difficultés en Europe. »* C'est en progressant sur le social et l'écologique que l'Europe reconquerra le cœur des citoyens.

Aujourd'hui, tous les partis politiques défendent dans la campagne une Europe sociale, une Europe qui protège… Est-ce

rope”

que les mentalités changent ? Y vois-tu une opportunité ?

Beaucoup ont compris que si l'Europe ne se rapproche pas des travailleurs, il y aura un décrochement fatal. Le Brexit doit servir de leçon : il montre où l'irresponsabilité des politiques peut mener et confirme que l'on a intérêt à rester unis. Le problème, c'est qu'on ne convainc jamais en faisant une démonstration par le pire. On convainc en faisant des propositions. Et, une fois élu, il faut passer à l'acte. Il nous faut un choc. On pourrait commencer par instaurer une assurance-chômage européenne. C'est une piste défendue par la CFDT.

Tu seras candidat à la présidence de la Confédération européenne des syndicats (CES) lors du 14e congrès qui se tiendra à Vienne, en Autriche, du 21 au 24 mai 2019. Quelles sont les priorités que tu t'es données ?

J'ai accepté d'être candidat à cette fonction non opérationnelle [le président de la CES est obligatoirement un secrétaire général d'organisation en fonction. L'animation au quotidien de la Confédération est assurée par le secrétariat de la CES] car j'estime que le syndicalisme européen a besoin de toutes les bonnes volontés pour exister.

Je vois trois axes prioritaires. Le premier, c'est de peser sur les acteurs, que ce soit la Commission, le Conseil ou le Parlement avec des objectifs très concrets : la déclinaison du socle européen des droits sociaux, le salaire minimum, l'assurance-chômage… Nous voulons également obtenir des financements pour la transition écologique et revoir les logiques industrielles et commerciales pour mieux protéger nos économies dans la mondialisation.

Le deuxième axe, c'est de réinterroger la manière dont la CES exerce le rapport de force. Aujourd'hui, le syndicalisme européen a le même problème que l'Europe. Il n'est pas incarné, il n'est pas assez présent dans la vie des travailleurs.

Le troisième axe, c'est de répondre à la crise du syndicalisme en Europe. Tous les ans, on perd 500 000 adhérents, soit 2 millions dans le mandat précédent. Il faut donc aider l'ensemble des organisations à mener des campagnes de syndicalisation et réfléchir à la manière d'accueillir les travailleurs non salariés. Nous devons sortir le syndicalisme européen de Bruxelles, le rapprocher des territoires.

Tu appelles à une mandature de combat syndical ?

Il faut avoir conscience du modèle démocratique et social que nous avons construit en Europe et que nombre de camarades dans le monde nous envient. Cette culture commune européenne, faite d'idéal démocratique associé à une protection sociale et à des services publics, est à consolider et à faire grandir. L'ensemble des organisations syndicales dans les pays membres ont une responsabilité. La CFDT tiendra la sienne. ●

Propos recueillis par Jérôme Citron

Stéphane Lagoutte/Challenges-RÉA - Cyril Entzmann/Divergence

LE BREXIT DOIT SERVIR DE LEÇON. IL MONTRE OÙ L'IRRESPONSABILITÉ POLITIQUE PEUT MENER.”

EUROPE

Union européenne /

Un procureur européen anticorruption

JUSTICE Fin 2020, l'Union européenne devrait se doter d'un parquet européen qui siégera au Luxembourg, aux côtés de la Cour de justice de l'Union européenne et de la Cour des comptes européenne. Il sera dirigé par un procureur qui aura *« le pouvoir d'enquêter et d'engager des poursuites concernant les infractions portant atteinte au budget de l'Union, telles que la fraude, la fraude transfrontalière à la TVA, la corruption ou le blanchiment de capitaux »*. Ce juge anticorruption aura compétence sur 22 pays membres. Seuls la Suède, la Hongrie, la Pologne, l'Irlande et le Danemark restent, pour l'instant, à l'écart. À l'heure où nous écrivons ces lignes, les négociations entre le Parlement et le Conseil pour désigner ce procureur n'ont pas abouti. La Roumaine Laura Codruța Kövesi, championne de la lutte anticorruption dans son pays, a les faveurs du Parlement tandis que le Français Jean-François Bohnert retient celles du Conseil.

L'Europe des fiertés

ANTIDISCRIMINATION **Entre les mois de mai et la mi-août, un grand nombre de capitales européennes se mettront à l'heure des fiertés : la Belgian Pride ouvrira le bal à Bruxelles le 18 mai, suivie par les marches d'Athènes et de Rome (le 8 juin). Vienne accueillera l'Euro Pride le 15 juin, tandis que la marche parisienne se déroulera le 29 juin. Une vingtaine de marches sont prévues en France cette année, tout comme en Allemagne, où les principales villes, comme Munich (13 juillet) ou Berlin (27 juillet), organisent également leurs défilés. À Dublin (29 juin), Londres ou Madrid (6 juillet), mais aussi Amsterdam (3 août), Prague (10 août) et Copenhague (17 août), on battra le pavé pour donner écho aux luttes contre les discriminations liées à l'orientation sexuelle et au genre. En espérant que ce vaste mouvement s'étende à de nouvelles capitales l'an prochain.**

Le chiffre

4 millions

C'est le nombre d'emplois créés au sein de l'Union européenne entre 2000 et 2014 dans les secteurs économiques liés à l'environnement. Une progression de 49 % à comparer aux 6 % de hausse dans l'ensemble de l'économie. Ce bilan a été mis en avant par le 4e rapport sur l'état de l'union de l'énergie, publié en avril par la Commission européenne. Créée en 2015 pour coordonner les 28 politiques nationales de l'énergie, l'union de l'énergie met en œuvre la stratégie énergétique et climatique de l'Union européenne : fournir une énergie sûre, durable, compétitive et abordable, mais aussi réduire les importations d'énergie et favoriser la décarbonisation de l'économie, conformément aux engagements pris dans le cadre de l'accord de Paris sur le climat. ●

PhotoPQR/*L'Est républicain*/MAXPPP – Jérôme Leblois/hanslucas.com

Frontaliers au chômage : l'Europe change les règles

ASSURANCE-CHÔMAGE À partir de 2021, les frontaliers sans emploi devraient être pris en charge par le pays où ils ont travaillé et non plus par celui où ils résident. Les institutions européennes (Commission, Parlement, Conseil) sont en effet parvenues, fin mars, à un accord sur une réforme des règles de l'assurance-chômage des travailleurs frontaliers, largement soutenue par la France. Et pour cause : cette modification pourrait à terme lui rapporter des centaines de millions d'euros. Aujourd'hui, quand une personne résidant en France et travaillant à l'étranger est licenciée, elle est indemnisée par l'Unédic aux mêmes conditions que si elle avait travaillé en France. Le pays étranger en question doit verser une compensation mais, au total, celle-ci est bien loin de couvrir le coût final, estimé par l'Unédic à 708 millions d'euros pour l'année 2017. Avec les nouvelles règles négociées à Bruxelles, c'est au pays du dernier emploi qu'il reviendra d'indemniser le travailleur frontalier. Pour la Commission européenne, qui a lancé le projet en 2016, *« il est plus juste et cohérent de maintenir le lien avec le pays où il a travaillé et cotisé »*. Il reste néanmoins quelques réglages. Alors que l'accord prévoit une entrée en vigueur courant 2021, le Luxembourg, qui dépend à 40 % des travailleurs frontaliers, bénéficiera de cinq ans de délai supplémentaire pour se mettre aux normes. Le cas de la Suisse, où exerce la majorité des travailleurs frontaliers, est quant à lui suspendu au résultat des négociations en cours à Bruxelles sur la remise à plat de ses accords de collaboration avec l'Union. ●

Éric Baudet - Kristoffer Finn/Laif-REA

Parlement européen/

Révision des règles du transport routier

MOBILITÉ Le 4 avril 2019, le Parlement européen a adopté le « paquet mobilité », un ensemble de mesures visant à modifier les règles de transport routier en Europe, à rétablir une concurrence plus loyale entre pays membres de l'Union européenne et à améliorer les conditions de travail des chauffeurs. Ainsi, les temps de conduite journaliers et hebdomadaires, les temps de pause et de repos minimaux seront désormais réglementés pour tous les conducteurs. Le repos hebdomadaire ne devra plus être pris dans le camion et les chauffeurs devront pouvoir repartir régulièrement dans leur pays d'origine. Pour cela, les parlementaires souhaitent que le cabotage (opérations de transport effectuées dans un autre pays après une livraison transfrontalière) soit mieux encadré, grâce à l'instauration d'une période de carence entre plusieurs livraisons et l'obligation du retour du camion au siège de la société toutes les quatre semaines. L'installation de tachygraphes intelligents (appareils de mesure) à bord des véhicules permettra d'intensifier les contrôles à distance et de faciliter l'application et le respect de la réglementation. Enfin, des règles claires sur le détachement des travailleurs apporteront un nouveau cadre juridique pour garantir une rémunération équitable aux conducteurs. Ce « paquet mobilité » doit à présent être discuté au sein du trilogue (Conseil, Commission et Parlement) pour être définitivement adopté. Il devrait s'appliquer d'ici à 2020 dans l'ensemble de l'Union.

Union européenne/

La directive "copyright" adoptée

NUMÉRIQUE Après plus de deux ans d'âpres négociations, la directive « copyright », censée adapter le droit d'auteur au numérique, vient enfin d'être adoptée. Le texte, soutenu par la F3C-CFDT (Fédération Communication, Conseil, Culture), vise à rééquilibrer le partage des revenus entre les plateformes, comme YouTube, qui diffusent les contenus (musique, films, articles de presse, etc.) et leurs auteurs ou ayants droit. Ce texte, combattu par les Gafa (Google, Amazon, Facebook, Apple) comme par les défenseurs d'un internet libre, va imposer aux plateformes de partage en ligne d'obtenir une autorisation pour la mise en ligne de tout contenu protégé par un droit d'auteur. Ces plateformes seront en outre responsables des contenus protégés qui circulent sans autorisation. Le texte doit également permettre aux médias de se faire mieux rémunérer lors de la réutilisation en ligne de leur production par des agrégateurs d'informations, comme Google News. Les États membres ont désormais deux ans pour transposer le texte dans leur droit national. *« La vigilance reste de mise car le travail de lobbying va maintenant s'intensifier sur les États »*, alerte la F3C-CFDT.

En bref

Irlande/

Fin des contrats "zéro heure"

TRAVAIL *« Il s'agit d'un des textes de droit du travail les plus importants de ces vingt dernières années »,* exulte Patricia King, secrétaire générale du Congrès irlandais des syndicats (ICTU). Le 1er mars, après cinq années de campagne pour défendre les droits des travailleurs précaires, les syndicats irlandais ont obtenu l'interdiction du contrat « zéro heure ». Pour rappel, ce contrat ne garantissait pas la moindre heure de travail aux salariés, tout en les obligeant à rester à la disposition de leur patron. *« Des employeurs peu scrupuleux brandissaient la menace d'une réduction d'heures, afin de maintenir leurs salariés corvéables. Et l'incertitude quant aux heures de travail était source de stress et d'insécurité dans la vie familiale des travailleurs »,* a dénoncé la responsable syndicale. Le contrat « zéro heure » restera autorisé afin de couvrir une absence de courte durée. Pour Patricia King, ces contrats *« ne devraient pas exister dans une économie moderne et prospère ».*

Grèce/

Un léger mieux et de sévères critiques

Pour la GSEE, principale organisation des travailleurs grecs, la Grèce n'est pas tout à fait tirée d'affaire. Surtout, elle critique un modèle de croissance fondé sur les privatisations.

À l'heure où les ministres des Finances de la zone euro ont approuvé, début avril, le versement d'un milliard d'euros supplémentaire (aux trois plans d'aide précédents) à la Grèce, le pays semble sur la voie d'un rétablissement économique. *« On observe des améliorations,* concède Zoe Lanara, du service des relations internationales de la Confédération générale des travailleurs grecs GSEE. *Mais derrière la* success story *demeure une réalité très difficile pour de nombreux Grecs. »*

De fait, la croissance est revenue avec 1,6 % en 2017 et 2,3 % en 2018. Après huit années de récession et une perte de 25 % de PIB en 2009, ces chiffres ne sont pas anodins. Le taux de chômage a également baissé à 21 % en 2018 contre 28 % en 2013. Ce dernier indicateur est toutefois contesté par la GSEE : *« En vérité, ce taux ne prend pas en compte un certain nombre de cas, comme les salariés qui travaillent une heure par semaine, par exemple. De plus, ce chiffre ne dit rien de la situation catastrophique des femmes, des jeunes et des chômeurs de longue durée. »* Selon la syndicaliste, un tiers de la population vit encore sous le seuil de pauvreté.

Autre problématique majeur pour la Grèce, l'arrivée sur son territoire de nombreux migrants illégaux qu'il faut prendre en charge. Ils sont près de 300 000 et, *« sur certaines îles, cela donne lieu à de véritables tragédies »,* affirme Zoe Lanara. Des îles telles que Samos et Lesbos sont confrontées à un problème de surpoulation. Au rythme où la Grèce reprend sa croissance, *« il faudrait attendre 2030 pour un retour au niveau de développement d'avant la crise. »* La GSEE critique également le modèle de croissance fondé sur des privatisations. *« Ces investissements développent le tourisme de masse et des emplois saisonniers peu durables. Il nous faut des investissements publics dans les secteurs qui en ont le plus besoin comme dans le domaine de la santé, qui a particulièrement souffert pendant la crise et qui reste aujourd'hui à la traîne »,* conclut Zoe Lanara. ●

Patrick Forget/Sagaphoto – Aris Messinis/AFP

Gafa : l'Autriche contre-attaque

FISCALITÉ Après la France, c'est l'Autriche qui adopte une taxe Gafa afin de contrer les pratiques des multinationales du numérique (Google, Apple, Facebook, Amazon…), championnes de l'optimisation fiscale. Début avril, Vienne a détaillé son plan : 5 % de taxe sur les revenus publicitaires réalisés dans le pays. Taxer les sociétés du numérique divise au sein de l'Union. En février, l'idée d'une taxe Gafa européenne avait été rejetée par l'Irlande, la Suède, le Danemark et la Finlande. Pour rappel, d'après la législation en vigueur, les Gafa peuvent déclarer la totalité de leurs revenus européens dans n'importe lequel des États membres. Elles optent donc naturellement pour les pays pratiquant les plus bas niveaux d'imposition. Cette optimisation entraîne une perte de recettes fiscales. D'après la Commission européenne, le taux d'imposition moyen des Gafa est de 9 %, contre 23 % pour les entreprises traditionnelles.

Plainpicture/Westend61/HalfPoint - François Devos/RÉA - Frank Molter/Zuma Press/Zuma/RÉA

Espagne /

Le congé de paternité passe à huit semaines

ÉGALITÉ FEMMES-HOMMES Les Espagnols vont sans doute faire beaucoup de jaloux en Europe… Depuis le 1er avril, le parent autre que la mère biologique – le père mais aussi la compagne de la mère dans les couples lesbiens – bénéficie de huit semaines de congé, contre cinq depuis l'été 2018. La loi prévoit par ailleurs un allongement de ce congé pour qu'il soit à terme égal au congé de maternité : il sera porté à douze semaines en 2020 et à seize en 2021. Sur ces huit semaines, les deux premières devront être prises sans interruption après l'accouchement. Les six semaines restantes pourront ensuite être posées, soit sans interruption, soit ponctuellement jusqu'au 1 an de l'enfant. Il sera indemnisé à 100 %. À titre de comparaison, le congé de paternité en France est de onze jours consécutifs. Une directive européenne, en passe d'être adoptée, devrait généraliser un congé de paternité de dix jours au minimum dans l'ensemble de l'Union. Chaque État restera libre de fixer le montant de l'indemnisation. ●

Pologne /

Grève massive des enseignants

SOCIAL Lundi 8 avril, à l'appel des syndicats ZNP et Forum ZZ, les enseignants polonais de maternelle, du primaire et du secondaire ont entamé une grève nationale illimitée. Ce mouvement fait suite à l'échec des négociations salariales. Les enseignants réclament une hausse de 30 % de leurs salaires et une reconnaissance de leur travail. Ils s'inquiètent aussi de la détérioration de la qualité de l'enseignement. Le syndicat ZNP dénonce l'extrême précarité des personnels de l'éducation, rappelant que *« le salaire de base brut d'un enseignant expérimenté s'élève à près de 3 500 zlotys (814 euros), soit environ 70 % du salaire mensuel moyen en Pologne. Celui d'un enseignant débutant correspond à la moitié du salaire moyen (400 euros nets). »* Quatre établissements scolaires sur cinq ont été impactés par ce mouvement. Suivie par 600 000 enseignants sur 700 000, *« cette grève est la plus grosse depuis 1993 »*, insiste Sławomir Broniarz, du syndicat polonais des enseignants ZNP. ●

Allemagne /

Augmentation record pour les agents de la fonction publique

SALAIRES *« C'est un résultat spectaculaire, le meilleur depuis des années. C'est aussi une bonne journée pour les citoyens qui veulent de bons services publics dans les cliniques, les écoles, la police et les services d'urgence »*, se réjouit Ver.di, principal syndicat de la fonction publique allemande. Début mars, les agents publics des Länder (états régionaux fédérés) ont obtenu une augmentation de plus de 8 % sur trois ans, avec un minimum assuré de 240 euros bruts par mois. Pour certaines catégories, comme les aides-soignantes, cela représente une augmentation de 13 % de leur salaire. Plusieurs grèves d'avertissement avaient touché les services publics en Allemagne dans les semaines précédentes, entraînant notamment la fermeture de centaines d'écoles. Pour appuyer ses revendications, Ver.di avait invoqué la bonne santé financière des Länder, qui emploient à eux seuls les deux tiers des 4,6 millions d'agents travaillant pour les services publics allemands. Cet accord, rétroactif au 1er janvier 2019, s'appliquera dans quinze des seize Länder, la Hesse ayant refusé de ratifier le texte.

Michel Barnier

"Il faut répondre à la colère par des politiques nouvelles"

EUROPÉEN CONVAINCU, ANCIEN COMMISSAIRE AU MARCHÉ INTÉRIEUR, LE NÉGOCIATEUR EN CHEF DU BREXIT APPELLE À UN RENFORCEMENT DU PILIER SOCIAL EUROPÉEN.

Éric Herchaft/Reporters-REA

Comment résumer le Brexit ?

Le Brexit, c'est le départ, pour la première fois, d'un pays de l'Union européenne. Mais c'est aussi la preuve que l'Europe n'est pas une prison, qu'on peut la quitter. C'est un événement grave car il provoque une multitude de conséquences humaines, sociales, économiques, budgétaires, financières, techniques et juridiques. En quittant l'Union européenne, les Britanniques quittent près de 700 accords internationaux. Les accords commerciaux, les accords de pêche, l'accord Ciel unique… Voilà pourquoi les problèmes sont innombrables. Le Royaume-Uni reste un grand pays, un voisin, un allié, mais puisqu'il quitte l'Union, nous détricotons quarante-quatre années de relations que nous devons retisser sur de nouvelles bases juridiques et financières.

Le Brexit a révélé un divorce entre l'Union européenne et les classes populaires britanniques. C'est un phénomène que l'on retrouve aussi en France. Comment l'analysez-vous ?

Pourquoi 52 % des Britanniques, notamment dans des régions qui ont de grandes difficultés économiques – beaucoup de chômage, une industrie qui disparaît –, ont voté contre l'Europe ? Il y a des raisons spécifiquement britanniques. L'espoir ou la nostalgie de la *Global Britain*. Mais il y a, en profondeur, une colère sociale et territoriale qui s'est exprimée et que l'on retrouve ailleurs en Europe. On l'observe avec les gilets jaunes ou dans le vote pour les extrêmes qui touchent beaucoup de pays membres. C'est un sentiment qui traduit la peur ou la réalité d'être exclu, d'être laissé pour compte, de n'être pas protégé, de ne pas avoir d'avenir…
Je recommande d'écouter, de comprendre cette colère et d'y répondre par des politiques nouvelles au niveau européen, mais aussi au niveau national, au niveau régional et au niveau local. Il ne faut pas confondre ce sentiment populaire, souvent justifié, avec le populisme. Le populisme exploite le sentiment populaire.

IL NE FAUT PAS CONFONDRE SENTIMENT POPULAIRE ET POPULISME.

La décision des Anglais a déjà trois ans. On n'a pas le sentiment d'avoir eu cette réponse de l'Europe ?

Vous vous trompez. Il y a eu des premières réponses. Dans l'agenda social, on peut évoquer la directive détachement des travailleurs et, dans l'agenda commercial, l'Europe a compris qu'elle devait être ouverte mais pas offerte, qu'elle devait être moins naïve dans ses relations extérieures. On peut également évoquer les investissements en matière de formation ou les 10 000 gardes-côtes et gardes-frontières supplémentaires. Il y a eu des inflexions et je pense qu'il faut aller plus loin.

Le pilier social est quand même faible par rapport au pilier économique ?

Ce pilier doit être consolidé. S'il a été laissé de côté dans le passé ou s'il n'a pas été mis sur un pied d'égalité, ou d'équilibre, c'est parce que les gouvernements ne l'ont pas souhaité. Il y a eu un manque d'ambition dans ce domaine. C'est une leçon à tirer du Brexit. Nous devons retrouver les fondations de l'économie sociale de marché compétitive. Les quatre mots sont importants. C'était la base de la philosophie économique et sociale franco-allemande, partagée par les Néerlandais, les Belges, les Italiens et les Luxembourgeois. On l'a oublié. Bruxelles s'en est écarté pendant une trentaine d'années, soutenue par des gouvernements de droite et de gauche, y compris des gouvernements français. On a, au nom du libre-échange, de la mondialisation, de l'explosion du système bipolaire entre les Américains et les Soviétiques dans les années 90, dérégulé à l'excès. Le libéralisme doit s'accompagner d'une éthique, d'une morale, d'un dialogue et d'une justice.

Le pilier social va-t-il se renforcer dans la prochaine mandature ?

Le profil des dirigeants européens lors de la prochaine mandature sera largement dépendant des élections de mai. C'est pourquoi ce scrutin est important. Mais oui, je pense, dans le prolongement des actions menées par la Commission Juncker [depuis 2014], qu'il y aura un rééquilibrage au profit du socle social dans la prochaine Commission. ●

Propos recueillis par Jérôme Citron

Retrouvez l'intégralité de l'entretien sur **www.cfdt.fr**

DOSSIER

L'EUROPE SYNDICALE

Didier Blain, Jérôme Citron, Marie-Nadine Eltchaninoff et Guillaume Lefèvre

Nicola Zolin/Redux-REA

RICHESSE ET DIVERSITÉ

POUR FAIRE AVANCER L'EUROPE SOCIALE, LES SYNDICATS JOUENT L'UNITÉ. UN VÉRITABLE DÉFI.

Une incroyable diversité

Selon que l'on vit en Suède, au Royaume-Uni, en Italie ou en Allemagne, le syndicalisme revêt différents visages. Chaque pays a sa propre conception du rôle et de la place des représentants des salariés. Tous les syndicats sont en revanche confrontés au même défi : augmenter leur nombre d'adhérents.

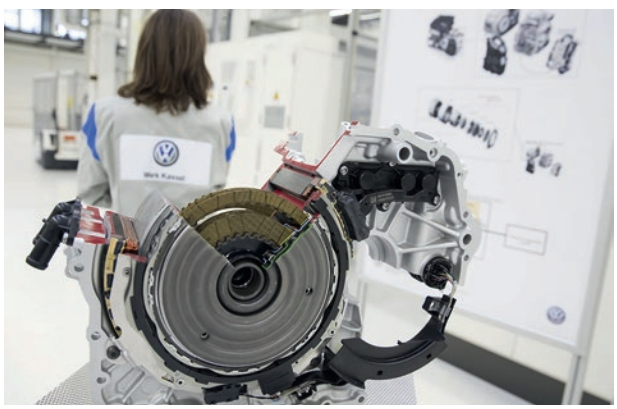
L'Union européenne est loin d'avoir gommé les identités culturelles, la preuve en est l'usage de 24 langues au Parlement européen, avec pas moins de 552 combinaisons linguistiques possibles. Aucune raison pour que le syndicalisme européen ne soit pas lui aussi une mosaïque de réalités diverses. L'histoire, la religion, le rapport au politique ont façonné autant de cultures syndicales que de pays. L'adhésion syndicale, encore souvent vécue en France comme un engagement, est d'une grande banalité ailleurs. *« Dès mon premier emploi, je ne me suis même pas posé la question, j'ai pris ma carte comme tout le monde, car en Belgique le syndicat conditionne l'accès à de nombreux droits, dont le versement des allocations-chômage »,* explique Philippe Pochet, directeur général de l'Institut syndical européen (ETUI). Le syndicat est également chargé de contrôler et d'accompagner les chômeurs dans leur retour à l'emploi *(lire l'encadré ci-contre).* Résultat, la Belgique peut se réjouir d'un taux de 50 % de syndiqués, à comparer aux 11 % relevés en France. Cette gestion de l'assurance-chômage par les syndicats, appelée le système de Gand, est également commune à plusieurs pays du nord de l'Europe, Danemark, Norvège, Finlande, Suède jusqu'à récemment – dont les taux de syndicalisation défient toute concurrence, autour de 70 %. Dans ce modèle nordique, les organisations syndicales sont de véritables prestataires de services : formation, emploi, prêts financiers, vacances, accompagnement à la reconversion. En outre, le principe de la social-démocratie à l'œuvre en Scandinavie amène les salariés et le patronat à travailler en bonne intelligence pour organiser le marché du travail de manière indépendante par rapport au pouvoir politique *(lire l'interview p. 19).*

Un paysage syndical européen fragmenté qui tend à s'unifier

Face à cette culture du consensus, les syndicats des pays du sud de l'Europe, Italie, Espagne, Portugal et Grèce, se sont longtemps distingués par une coloration plus politique et une culture de l'opposition encore présente dans les syndicats dont l'histoire est liée au communisme et concurrencés par les syndicats d'origine chrétienne, davantage partisans d'une ligne réformiste. Quant à l'Allemagne, elle est réputée pour son modèle de relations sociales fondé sur la codétermination, notamment dans l'industrie où les conseils d'administration

Allemagne

LE DGB PRÉPARE LE FUTUR



« Il y a au DGB des craintes de voir un phénomène, type gilets jaunes ou pire, apparaître en Allemagne, lié à la faible réponse des politiques face aux problèmes sociaux, alerte Andreas Botsch, directeur du service Europe et International de la grande confédération allemande. *C'est pourquoi nous nous sommes emparés des questions sociétales et avons décidé d'aborder des thèmes qui vont aller au-delà des questions syndicales habituelles. Notre ambition est de devenir une véritable force sociale en créant du dialogue au-delà de l'entreprise. »* Ce projet, baptisé « Dialogue sur le futur », devrait durer plusieurs années. *« Il s'agit d'un large processus de débats avec nos adhérents afin d'identifier leurs préoccupations,* explique Andreas Botsch. *Cette réflexion collective a déjà fait remonter la question du logement comme priorité numéro 1 et les conventions collectives en numéro 2. »* Fort de ce premier constat, le DGB est en train de cartographier les entreprises non signataires des conventions collectives et portera les résultats à la connaissance du public afin d'alimenter les débats.

Bien qu'encore très puissant, le DGB a clairement conscience qu'il doit en partie renouveler ses pratiques afin d'enrayer la baisse de ses adhérents et se projeter dans l'avenir. *« Aujourd'hui, seuls 15 % des travailleurs allemands sont affiliés à un syndicat contre 20 % dans les années 90,* explique Marc Meinardus de la Fondation Friedrich-Ebert. *Le DGB compte 6 millions d'adhérents alors qu'ils étaient encore 7,4 millions*

Xinhua/Zuma/RÉA – C. Czybik/VW Pics-Zuma – RÉA

des grandes entreprises sont composés, pour moitié, d'administrateurs salariés. Une organisation que l'on retrouve en Autriche. Par ailleurs, ces deux pays peuvent chacun compter sur une confédération quasi unique, le DGB en Allemagne et l'ÖGB en Autriche. Comme dans les pays nordiques, les négociations par branches professionnelles structurent largement le paysage social.

Du côté du Royaume-Uni, les syndicats regroupés au sein du TUC (Trades Union Congress, 25 % de syndiqués), très offensifs jusque dans les années 80 puis laminés par le gouvernement Thatcher, voient quant à eux leur capacité d'action aujourd'hui largement limitée au seul périmètre de l'entreprise. Enfin, les syndicats des pays d'Europe centrale et orientale, derniers arrivés dans le jeu européen, peinent encore à trouver leur place dans la transition démocratique et économique engagée dans leurs pays après la chute du mur de Berlin *(lire l'encadré p. 18).* Aux heures glorieuses du syndicat polonais Solidarność, dont le souvenir est cher à la CFDT, qui l'a soutenu dans sa lutte pour la démocratie dans les années 80, a succédé une époque plus incertaine. La syndicalisation, autour de 12 % aujourd'hui en Pologne comme chez ses voisins d'Europe centrale et orientale, marque un déclin continu.

Ce paysage syndical européen fragmenté tend toutefois à s'unifier et les lignes de fracture idéologiques s'atténuent, selon Udo Rehfeldt, chercheur à l'Ires (Institut de recherches économiques et sociales). *« La distinction entre syndicalismes latins et nordiques n'est plus aussi nette,* explique-t-il. *Les politiques se sont rapprochées, ceux qui se réclamaient d'une tradition de syndicalisme révolutionnaire sont devenus très réformistes. Les syndicats italiens sont* ●●●

vingt ans plus tôt. » La réunification du pays a changé la donne, fragilisant la place centrale du syndicalisme. *« La volonté d'une partie du patronat de se soustraire aux engagements sociaux est de nature à remettre en cause notre modèle social de répartition des richesses et n'incite pas à l'adhésion »,* souligne Andreas Botsch.

« Des expériences syndicales innovantes tentent d'organiser les travailleurs indépendants. C'est le cas chez Deliveroo et d'autres plateformes de restauration, raconte Marc Meinardus. *La fédération de la métallurgie, IG Metall, expérimente aussi l'adhésion via les réseaux sociaux et des applications dédiées. »* Grâce à ces efforts, la baisse de la syndicalisation ralentit. *« Les syndicats de professeurs ou de la police ont même inversé la tendance,* constate Marc Meinardus. *Et IG Metall s'est consolidé malgré la crise du secteur automobile. »* ●

Didier Blain

UNE SYNDICALISATION DANS LE TOP 5 EUROPÉEN

Belgique

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'État belge établit un pacte social avec les centrales syndicales au terme duquel il leur transfère ses compétences sur l'emploi, la sécurité sociale, la gestion du chômage et tout ce qui est en lien avec le travail. *« Tous les deux ans, ces partenaires se réunissent et fixent un cap qui s'applique à tous les travailleurs de Belgique,* explique Nicolas Deprets, le porte-parole de la FGTB*. *Ils déterminent les augmentations salariales, le temps de travail et le niveau des allocations chômage. »*

Ce sont les centrales syndicales qui servent leurs allocations aux chômeurs belges. *« Mais ce n'est pas le seul service qu'elles rendent,* ajoute Nicolas Deprets. *Elles fournissent aussi des conseils juridiques individualisés. »* Les deux grandes organisations belges, la CSC* et la FGTB, à travers leur réseau très dense de points de contact sur le terrain, versent près de 90 % des allocations chômage contre 10 % à l'agence d'État pour le même travail. Cela explique en grande partie le taux de syndicalisation. La Belgique est dans le top 5 européen avec 50 % de salariés syndiqués ! ● **D. B.**

* FGTB : Fédération générale du travail de Belgique. CSC : Confédération des syndicats chrétiens.

Italie

LE SYNDICALISME FACE AU POPULISME

« Nous faisons face à un gouvernement populiste, autoritaire et nationaliste qui joue sur les peurs, s'alarme Salvatore Marra, ex-président du comité jeunes de la CES et membre de la Confédération générale italienne du travail (CGIL). *Il oppose les citoyens les uns aux autres. Les pauvres et les immigrés sont systématiquement stigmatisés. »* Depuis 2018, le gouvernement italien est constitué de deux partis qui se réclament « antisystème », le Mouvement 5 étoiles et la Ligue. *« Nous sommes très inquiets,* poursuit le syndicaliste. *L'Italie est à un tournant, notre pays est en stagnation, il n'y a pas de croissance, et le chômage des jeunes est très élevé ! »*

Cette situation, la CGIL, la CISL (Confédération italienne des syndicats de travailleurs) et l'UIL (Union italienne du travail) ne l'acceptent pas. Les trois grandes centrales syndicales, fortes de leurs 13 millions d'adhérents, ont appelé les travailleurs et travailleuses à se mobiliser autour d'une plateforme revendicative. Le 9 février dernier, plusieurs centaines de milliers de manifestants ont répondu présent. Derrière la banderole « Un avenir au travail », ils ont demandé au gouvernement une vraie politique de croissance. *« Il faut un plan massif d'investissements publics et privés et des réformes ambitieuses »,* confie Salvatore Marra. *« Le gouvernement doit changer de route »,* tonnait Annamaria Furlan, secrétaire générale de la CISL.

Face au repli nationaliste du gouvernement, les syndicats et le patronat réclament également une relance du projet européen. Ensemble, ils invitent les Italiens à défendre leur avenir, la démocratie, les valeurs européennes, la croissance économique et la justice sociale. *« Nous voulons une Europe sociale, ouverte et accueillante pour tous »,* réaffirme Salvatore Marra. ●

Guillaume Lefèvre

UN SYNDICALISME À LA PEINE

La situation est grave. *« Le syndicalisme s'effrite de façon continue dans les pays d'Europe centrale et orientale (Peco*), »* alerte Philippe Pochet, directeur général de l'Institut syndical européen. *Si rien n'est fait, à terme, les syndicats risquent tout simplement de disparaître. »* Des taux d'adhésion bas, combinés à l'absence de tradition d'extension des accords comme en Europe occidentale, aboutissent à un faible taux de protection des travailleurs. *« C'est un cercle vicieux,* confirme Magdalena Bernaciak, chercheuse spécialisée en économie politique des Peco. *Plus le nombre d'adhérents diminue, plus les syndicats sont faibles, plus ils perdent en attractivité. »*

Cette désaffection plonge ses racines dans une histoire pas si lointaine. *« À l'exception de Solidarność en Pologne, les syndicats étaient des émanations du régime communiste. L'adhésion était obligatoire. Dans l'esprit des gens, leur image est toujours liée à ce passé et reste très négative »,* constate Magdalena Bernaciak. La transition économique à l'Est a été rapide, aboutissant dès les années 90 à un libéralisme effréné ne laissant aucun espace au dialogue social. *« De nombreuses petites et moyennes entreprises se sont créées, généralement très hostiles aux syndicats,* souligne l'universitaire. *Quant aux multinationales européennes, les banques par exemple, qui sont venues très tôt s'implanter à l'Est, elles ont fait le choix de se passer de dialogue social, quand bien même elles le pratiquaient avec les partenaires sociaux dans leur pays d'origine. »*

La situation n'est toutefois pas uniforme. *« La Slovénie constitue une exception, les syndicats y sont solides et parviennent à négocier des accords collectifs qui bénéficient à 90 % de la population,* souligne la chercheuse. *Il existe aussi localement du dialogue social dans les États baltes, en République tchèque ou en Hongrie, mais au seul niveau de l'entreprise. »*

Autre motif d'espérer une évolution positive, les sociétés civiles savent faire entendre leur exaspération quand les atteintes aux droits des travailleurs comme aux droits fondamentaux deviennent insupportables. On le voit actuellement avec la grève des enseignants en Pologne *(lire p. 11)* ou récemment en Hongrie, où les manifestations contre la réforme du temps de travail ont mobilisé massivement la population en décembre dernier, avec la participation active des syndicats. ● **M.-N. E.**

*Peco : Bulgarie, Croatie, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Roumanie, République tchèque, Slovaquie, Slovénie.

●●● *les champions de la concertation, idem pour les syndicats espagnols. Même le TUC se réclame aujourd'hui du partenariat social. »* Tous en tout cas sont confrontés au même phénomène : la baisse de la syndicalisation.

Recruter de nouveaux adhérents est la priorité numéro 1

« La raison en est surtout l'augmentation de la part du secteur tertiaire, où les syndicats ont plus de mal à s'implanter, explique Udo Rehfeldt. *En France, par exemple, l'industrie ne représente plus que 10 % de l'activité économique. Le syndicalisme est issu des mouvements ouvriers dans l'industrie et c'était essentiellement un monde d'hommes. Or le tertiaire emploie un plus grand nombre de femmes, moins enclines à se syndiquer, mais aussi une proportion importante de diplômés, éloignés du monde ouvrier. »* Seule exception à la règle, les pays scandinaves, où le syndicalisme reste, encore aujourd'hui, aussi bien implanté dans l'industrie que dans les services. *« La précarisation de l'emploi a également affaibli le syndicalisme, qui reste cantonné au cœur du salariat »,* ajoute Udo Rehfeldt. Les dix dernières années de crise n'ont pas arrangé les choses, avec par exemple, rappelle le chercheur, la destruction de toute une série d'accords collectifs en Grèce et au Portugal sous la pression de la Troïka (Commission européenne, Banque centrale européenne, Fonds monétaire international).

Quelques pays résistent à cette érosion des effectifs. L'Italie a par exemple endigué la chute en prenant un virage plus réformiste, une orientation plébiscitée par les adhérents, selon Udo Rehfeldt. *« En France, en Italie et en Espagne, le nombre d'adhérents, bien que faible, reste stable depuis une trentaine d'années »,* ajoute Philippe Pochet, de l'ETUI.

François Devos/RÉA – Alfredo Caliz/Panos-RÉA

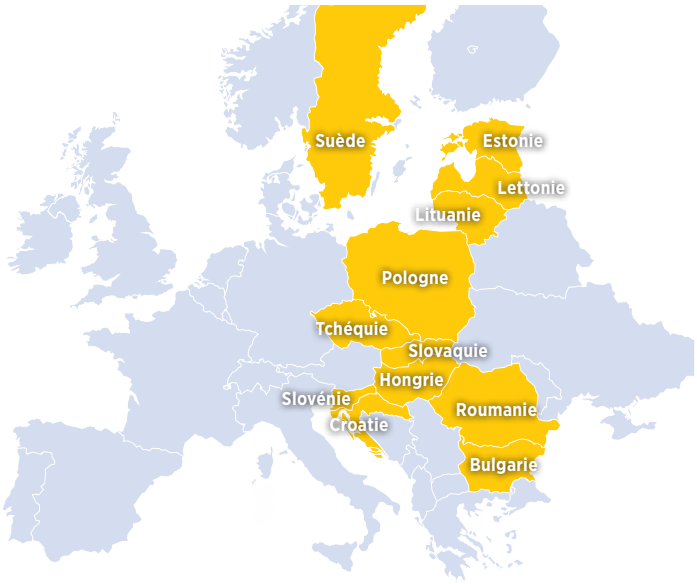
Pour ce spécialiste, le taux de syndicalisation, s'il est élevé, n'est pas le seul indicateur du réel apport des syndicats en matière de protection des travailleurs. « *Il faut regarder le nombre de personnes couvertes par un accord collectif,* estime le directeur général de l'ETUI. *En France, avec un taux de 11 % de personnes syndiquées, vous parvenez à couvrir quasiment 100 % des travailleurs car les accords sont étendus, c'est la même performance que les pays scandinaves alors que les systèmes sont diamétralement opposés.* » L'Allemagne, avec 18 % de syndiqués, couvre quant à elle seulement 50 % des travailleurs, avec de fortes disparités selon les secteurs : la protection est satisfaisante dans la métallurgie mais inexistante dans le nettoyage.

Il n'en reste pas moins que le recrutement de nouveaux adhérents est la priorité numéro 1 du monde syndical européen. Une préoccupation partagée par tous, et dont la Confédération européenne des syndicats (CES) a fait une de ses priorités. « *Nous sommes en train de développer une stratégie de renouvellement syndical, pas seulement générationnel, mais au niveau des pratiques et des modes d'organisation,* explique Thiébaut Weber, membre de l'exécutif de la CES. *Nous travaillons également sur la data, car il n'y a aucune raison pour que les évolutions technologiques ne profitent pas au mouvement syndical.* » Un beau défi dont débattra l'Europe syndicale lors de son prochain congrès à Vienne, en mai prochain. ●

Marie-Nadine Eltchaninoff

Berti Hanna/RÉA

"EN FRANCE, AVEC UN TAUX DE 11 % DE SYNDIQUÉS, PRESQUE 100 % DES TRAVAILLEURS SONT COUVERTS PAR UNE CONVENTION COLLECTIVE."



Suède

WOJTEK KALINOWSKI

"En Suède, le marché du travail est essentiellement régulé par les partenaires sociaux"

CODIRECTEUR DE L'INSTITUT VEBLEN, AUTEUR DE L'OUVRAGE *LE MODÈLE SUÉDOIS – ET SI LA SOCIAL-DÉMOCRATIE N'ÉTAIT PAS MORTE ?* ÉDITIONS CHARLES LÉOPOLD MAYER.

Qu'est-ce qui caractérise le syndicalisme suédois ?

En Suède, et plus généralement dans les quatre pays nordiques (Norvège, Suède, Danemark et Finlande), le marché du travail est essentiellement régulé par les partenaires sociaux. L'État intervient très peu. Le salaire minimum ainsi que les grilles de rémunérations sont ainsi fixés par accord au niveau de chaque branche professionnelle.
Au début des années 70, l'État est sorti de sa stricte neutralité en faisant voter une série de lois clés sur la sécurité de l'emploi, la participation des salariés aux décisions stratégiques des entreprises, la lutte contre les discriminations ou le droit au congé parental mais, depuis, il n'est plus intervenu.

Ce système est-il remis en cause comme on a pu l'observer en Allemagne ?

Non, car il fonctionne très bien. La quasi-totalité des Suédois sont couverts par un accord de branche, et les salaires sont plutôt élevés. Le patronat est également très attaché à ce modèle car il permet au pays d'avoir une politique salariale cohérente. Les entreprises suédoises d'un même secteur ne se font pas concurrence entre elles sur les salaires. En Suède, l'échelle des salaires est ainsi très resserrée.

La crise financière de 2008 n'a-t-elle pas ébranlé ce modèle ?

Non plus. Ce modèle est davantage interrogé par la vague migratoire de ces dernières années. La question s'est posée d'instaurer un salaire plus bas pour les réfugiés afin de faciliter leur insertion professionnelle. Un accord a finalement été trouvé. En janvier 2020, l'employeur payera un salaire plus bas que les minima des conventions collectives mais l'État compensera le différentiel. ●

Propos recueillis par Jérôme Citron

Forte de ses 45 millions d'adhérents, la Confédération européenne des syndicats (CES) fait vivre le dialogue social au niveau européen. Un rôle exigeant à l'heure où l'Europe amorce, timidement mais incontestablement, un virage social.

L'union fait la force

Faire de la diversité une force, c'est tout l'enjeu de l'Union européenne et c'est tout l'enjeu du syndicalisme européen. Le parallélisme entre le défi politique et le défi syndical est frappant. Apprendre à se respecter, se comprendre pour finalement s'entendre est une gageure tant les cultures nationales sont prégnantes. « *Quand on fait du syndicalisme au niveau européen, il faut faire l'effort d'oublier un peu d'où l'on vient,* résume Claude Rolin. Pour ce syndicaliste belge, très investi sur les questions européennes au point d'avoir rejoint le Parlement européen lors de la dernière mandature *(lire p. 34-35), cette posture ne va pas de soi, c'est un vrai travail, mais elle est essentielle pour parvenir à trouver des points de passage qui permettent de faire avancer les questions sociales en Europe.* »

Cette évolution des mentalités aura demandé du temps. Si aujourd'hui, l'Europe syndicale est représentée par la Confédération européenne des syndicats (CES) *(lire l'encadré ci-contre),* le chemin pour parvenir à unifier l'ensemble des organisations nationales n'a pas été un long fleuve tranquille. En 1957, lorsque se crée la Communauté économique européenne (CEE), le mouvement syndical compte trois confédérations internationales : l'une sociale-démocrate, l'autre d'inspiration chrétienne et la troisième de culture communiste. L'unité ne se fera qu'au milieu des années 70. À la même époque, le patronat étouffe toute velléité de syndicalisme et de dialogue social au niveau européen. « *Le mouvement syndical européen était divisé et le patronat arc-bouté sur le refus d'engagement en tant que partenaire social, assuré qu'il était de la complicité du gouvernement britannique de Margaret Thatcher, pour mettre son veto à toute initiative sociale* », explique Jean Lapeyre, militant CFDT issu de la métallurgie, dans un livre qui retrace l'histoire du syndicalisme européen*. Pendant ces premières années, la CFDT jouera un rôle majeur, notamment pour rapprocher les organisations françaises et allemandes. L'arrivée de Jacques Delors à la tête de la Commission européenne permettra par la suite à la CES de trouver sa place et une légitimité aux côtés des autres institutions européennes qui ne lui est aujourd'hui plus contestée. S'ensuivra une période plutôt positive pour le dialogue social européen, même si la CES n'aura de cesse d'alerter sur le déséquilibre entre les avancées du volet économique de la construction européenne et celles du volet social.

Trente plus tard, ce constat n'a guère changé même si ces dernières années ont été marquées par de vraies avancées. Après dix années catastrophiques sur le plan social correspondant aux deux mandats de la Commission Barroso (2004-2014), la Commission Juncker (depuis 2014) a amorcé un tournant symbolisé par l'adoption unanime des chefs d'État le 17 novembre 2017 à Göteborg (Suède) du « socle européen des droits sociaux ». Non contraignant juridiquement, ce texte pose néanmoins le cadre d'une politique sociale au niveau européen. C'est une première réponse apportée par l'Europe, critiquée depuis des années par les organisations syndicales pour son inertie en la matière. Vont suivre, entre autres, la révision de la directive sur le travail détaché ; l'adoption d'une directive sur l'équilibre vie professionnelle-vie personnelle, qui comprend ●●●

Anna Ferensowicz/Pacific Press/Zuma/RÉA – Andrea Ronchini/Pacific Press/Zuma/RÉA

Jan Scheunert/Zuma/REA

notamment un congé paternité et un congé parental ; une directive sur les lanceurs d'alerte ou encore la création d'une Autorité européenne du travail. « *Nous avons, sans conteste, obtenu des avancées et réussi à relancer le dialogue social en Europe* », résume Thiébaut Weber, membre de l'exécutif de la CES après un passage à la CFDT.

« *Tout l'enjeu de la prochaine mandature va être de poursuivre et d'accélérer la déclinaison du socle des droits sociaux en droits concrets pour les travailleurs européens,* explique Laurent Berger. Candidat à la présidence de la CES en mai prochain *(lire p. 6 et 7),* le secrétaire général de la CFDT entend bien impulser avec l'équipe élue une nouvelle dynamique. *Notre objectif est de rapprocher la CES de ses affiliés afin de mener de véritables campagnes européennes coordonnées dans l'ensemble des pays de l'Union.* »

Une des leçons à tirer de ces dernières années est en effet que le syndicalisme européen ne pourra s'imposer à Bruxelles que s'il est soutenu dans chaque État membre. « *Au Parlement européen, les députés ne sont guère sensibles à la pression de la CES,* résume Claude Rolin. *En revanche, ils sont très chatouilleux lorsque les organisations syndicales de leur pays, c'est-à-dire les représentants de leurs électeurs, viennent leur demander des comptes.* » Fort de ce constat, en Belgique, la Confédération chrétienne vérifie chaque année si leurs députés européens respectent leurs engagements de campagne en matière sociale. Une idée pour la France, le travail de nos députés européens qui seront élus en mai prochain méritera certainement d'être surveillé d'un peu plus près… ● **J. C.**

“NOUS AVONS SANS CONTESTE OBTENU DES AVANCÉES ET RELANCÉ LE DIALOGUE SOCIAL EN EUROPE.”

**Le Dialogue social européen. Histoire d'une innovation sociale* (1985-2003), ETUI.

Focus

UNE ORGANISATION DE 45 MILLIONS D'ADHÉRENTS

Du 21 au 24 mai, les syndicalistes européens convergeront à Vienne (Autriche), pour le 14e congrès de la Confédération européenne des syndicats (CES) : une organisation de plus de 45 millions d'adhérents, issus de 90 organisations syndicales de 39 pays européens. *« La CES est la voix des travailleurs européens. Elle défend leurs intérêts auprès des institutions européennes »,* explique Maher Tekaya du service International-Europe de la CFDT, organisation membre depuis 1974.

La CES est la seule organisation syndicale interprofessionnelle européenne représentative. À ce titre, et dans le cadre d'un dialogue social européen, elle peut négocier directement avec les représentants du patronat européen des accords-cadres « autonomes » (accord sur le télétravail…) ou des accords-cadres intersectoriels (accord sur le congé parental…).

Elle mène également une action auprès des politiques. La proclamation du socle européen des droits sociaux ou la révision de la directive sur le détachement des travailleurs sont à mettre à son crédit. Lors du congrès de Vienne, les 600 délégués syndicaux européens éliront une nouvelle direction pour quatre ans. Le « programme d'action 2019-2023 » de la CES, soumis au vote des délégués, *« définira les priorités du syndicalisme européen pour faire face à la crise démocratique et construire une Europe plus sociale et plus juste »,* confie Maher Tekaya. ● **G. L.**

3 questions à

LUCA VISENTINI

“Un nouveau contrat social est nécessaire en Europe”

ACTUEL SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DE LA CONFÉDÉRATION EUROPÉENNE DES SYNDICATS (CES).

Comment fait-on travailler ensemble les syndicats malgré leurs différences ?

C'est notre travail quotidien. Cela exige de prendre le temps de la discussion avant d'adopter une approche commune. Nous y parvenons le plus souvent. Nous le devons, je crois, à la confiance et la bonne volonté que nous avons su construire. Nous avons tous appris que nous avons davantage à gagner si nous travaillons ensemble.

Quelle est votre vision du mouvement syndical européen d'ici à dix ou quinze ans ?

Je ne peux pas prédire l'avenir. La CES travaille à construire un mouvement syndical renouvelé dans toute l'Union européenne. Nous devons revitaliser la syndicalisation en pensant aussi aux travailleurs indépendants et aux salariés en contrats courts. Nous devons également nous assurer que les gains de croissance se traduisent par de meilleurs salaires et des emplois de qualité pour tous. Plus largement, nous devons changer la stratégie économique de l'Union fondée sur l'austérité et la dérégulation. Un nouveau contrat social est nécessaire en Europe.

Quelles sont les conditions nécessaires à la réalisation de ce projet ?

Les élections européennes seront décisives. Nous devons convaincre les travailleurs de voter pour les partis et les candidats qui soutiennent une Europe plus juste pour les travailleurs. La montée des populistes, des partis d'extrême droite et antieuropéens est très inquiétante, mais je suis confiant. Ensemble, les pays de l'Union européenne sont assez forts pour décider de leur avenir, et ils peuvent le faire de façon que cela bénéficie à tous les citoyens, pas seulement à quelques-uns. ●

Propos recueillis par M.-N. E.

1

TRANSFRONTALIERS
EN FLUX TENDUS

Texte **Claire Nillus** Photos **Éric Baudet**

« Tu as mis combien de temps pour venir ce matin ? »
C'est le premier sujet de conversation des salariés transfrontaliers lorsqu'ils arrivent au bureau. Trains annulés, embouteillages monstres… arriver au Luxembourg à l'heure est une épreuve, une mission souvent impossible.
En provenance de France, de Belgique et d'Allemagne, ils sont plus de 190 000 à se rendre quotidiennement au grand-duché. Avec des salaires deux à trois fois plus élevés qu'en France, ce petit pays est un eldorado professionnel au cœur de l'Europe. Quelque 80 000 habitants de la région Grand-Est y sont employés. En 2035, ils pourraient être 130 000, selon les dernières projections. Pour la Lorraine voisine, marquée par la crise de l'industrie sidérurgique, ce dynamisme est une vraie bouffée d'oxygène. Revers de la médaille, les réseaux routier et ferroviaire sont déjà saturés, et l'inquiétude monte. Qu'en sera-t-il demain si aucun accord n'est trouvé entre les pays pour faciliter la mobilité ? L'enjeu est à la fois économique, social et environnemental. Il y a urgence à trouver des solutions afin d'améliorer la qualité de vie de ces salariés et de définir un modèle de développement plus harmonieux pour l'ensemble de cette grande région européenne à cheval sur quatre pays. Une meilleure coopération s'impose pour que des solutions concrètes puissent émerger.

2

3

4

5

6

7

8

1 Les hauts-fourneaux emblématiques du paysage lorrain ont disparu. Depuis 2004, la région Grand-Est a perdu plus de 63 000 emplois. Mais elle jouit d'une situation géographique à part : grâce à ses 760 km de frontières, elle est la seule région française ouverte sur quatre pays, ce qui en fait la plus concernée par le « phénomène frontalier ».

2 Thionville est la deuxième ville du département de la Moselle en nombre d'habitants : plus de 40 000 personnes y vivent, 30 000 travaillent au Luxembourg.

3, 4, 5 La rue commerçante de Thionville est désertée. Ici, la vie quotidienne est marquée par la proximité avec des territoires économiquement plus dynamiques.

La plupart des Mosellans font leurs courses dans les supermarchés *low cost* aux frontières, comme ici à Perl, en Allemagne, où ils en profitent aussi pour remplir leur réservoir d'une essence moins chère qu'en France.

6, 7, 8 Thionville est la dernière gare SNCF avant la frontière. Le matin, un train part toutes les dix minutes pour la ville de Luxembourg, située à 36 km. Les trains qui arrivent de Metz et Nancy sont déjà bondés, car les salariés, contraints par la hausse vertigineuse des loyers à proximité de la frontière, s'installent dans ces villes plus éloignées, aux loyers plus abordables.

9

10

11

9, 10, 11 La capacité actuelle du réseau ferroviaire permet d'acheminer environ 8% des travailleurs frontaliers. Ceux qui prennent leur voiture passent de deux à quatre heures par jour sur la route.

12, 13 Laurent travaille dans une banque américaine au Luxembourg depuis vingt ans. Les problèmes de transport l'ont fait déménager à Thionville pour gagner du temps. Mais l'engorgement sur le réseau s'amplifie à mesure que l'emploi frontalier se développe. Il a tout essayé : voiture, moto et même vélo, pour parcourir la trentaine de kilomètres qui le sépare de son lieu de travail, dans le quartier d'affaires de la Cloche d'Or. Il met en moyenne une heure et quart pour rejoindre son bureau. *« Les perturbations sur le réseau ferroviaire sont quotidiennes, et nos employeurs ont du mal à tolérer nos retards. Ils nous disent : "Vous n'avez qu'à habiter ici",* soupire-t-il. *Quant au télétravail, il est difficile à mettre en place, notamment pour des raisons de sécurité informatique dans notre secteur d'activité. »*

12

13

14

15

14, 15 Cette petite localité luxembourgeoise située à proximité de l'Allemagne et de la France, bordée par la Moselle, a donné son nom à l'accord dit de Schengen, signé le 14 juin 1985 et relatif à la suppression graduelle des contrôles aux frontières. L'espace Schengen permet la libre circulation des biens et des personnes à l'intérieur de l'Europe. Il réunit aujourd'hui 26 États européens et 422 millions de personnes.

16 Le nouveau quartier des affaires domine la vieille ville de la capitale du grand-duché. Quelque 170 nationalités s'y côtoient pour travailler : emplois attrayants, salaires élevés… Dans cet univers à la fois jeune et cosmopolite, un salarié sur deux est français.

16

Nonsense! Cette expression anglaise, à la fois transparente et intraduisible, s'applique à merveille à la situation actuelle du Royaume-Uni. Alex Taylor, journaliste et citoyen français depuis peu, vit cette séparation comme une affaire personnelle. Il en a fait un livre : *Brexit, l'autopsie d'une illusion*. **Rencontre.**

Propos recueillis par **Marie-Nadine Eltchaninoff** Photos **Michel Le Moine**

ALEX TAYLOR L'EUROPE CHEVILLÉE AU CŒUR

Comment avez-vous vécu l'annonce du résultat du référendum sur le Brexit ?

J'ai eu le sentiment que l'on m'arrachait une partie de mon identité. Je l'ai d'autant plus mal vécu que je n'ai pas eu le droit de voter, comme tous les Britanniques installés depuis plus de quinze ans hors du Royaume-Uni. Si les expatriés avaient pu voter, le Brexit ne serait jamais passé. Nous savons trop ce que nous devons au principe de libre circulation en Europe, tellement décrié par les brexiters. Je suis très engagé sur cette question et pas très objectif. Je suis profondément européen. ●●●

●●● Qu'est-ce qui vous a poussé à venir vivre en France à l'âge de 20 ans ?

Il y a eu deux raisons. L'une est très personnelle et je ne m'en cache pas, c'est mon homosexualité. J'ai su à l'âge de 7 ans que j'étais différent des autres mais j'ai toujours pensé que c'étaient les autres qui avaient un problème, pas moi ! Je suis très reconnaissant au petit garçon que j'étais à l'époque d'avoir compris cela. Mais j'ai quand même eu droit aux insultes dans la cour de récréation. Le climat était antihomos dans les années 70 et 80 en Grande-Bretagne. L'homosexualité était illégale. Dans les années 80, je crois, Margaret Thatcher adoptait la clause 28, qui interdisait de promouvoir l'homosexualité en public, ce qui à la fois ne veut rien dire et veut tout dire [l'amendement 28 a été adopté en 1988 et abrogé entre 2000 et 2003]. D'ailleurs, Poutine s'en est inspiré en adoptant la même loi dans son pays il y a trois ans. L'autre raison de mon départ était plus politique : comment vivre dans l'Angleterre de Thatcher à 20 ans ? D'autant plus que je vivais en Cornouailles, qui n'est pas la partie la plus excitante de l'Angleterre. Un très beau pays, mais très *boring [ennuyeux] !*

Quelles ont été vos premières impressions à votre arrivée en France ?

Je suis arrivé en 1981, c'était l'explosion de la vague rose. François Mitterrand venait d'être élu. C'était le début des radios libres et j'ai rencontré par hasard celui qui a fondé Fréquence Gaie, une radio gay, diffusée 24 heures sur 24, et en plus financée par le gouvernement ! J'y ai travaillé plusieurs années, j'y ai rencontré mon petit ami de l'époque. Je suis tombé amoureux de Paris. Le Paris des années 80 était un phare de liberté pour les gays, comparé à la Grande-Bretagne de Mrs. Thatcher. Je serai éternellement reconnaissant à la France de m'avoir accueilli. C'est important de comprendre ce qui peut rendre les gens fiers et heureux d'être européens. Pour moi, l'amour, le sexe, le fait d'avoir pu assumer mon identité, d'avoir pu dire « je t'aime » dans plusieurs langues… tout cela, c'est grâce à l'Europe. J'ai une vraie raison de cœur d'être attaché à l'Europe.

À quoi ressemblait la Grande-Bretagne de Mrs. Thatcher ?

Dans les années 70, on l'oublie trop souvent, la Grande-Bretagne était l'homme malade de l'Europe. L'inflation était à 25 %, les grèves n'en finissaient pas. Quand j'étais petit, nous avions la semaine de trois jours. Les services publics fonctionnaient trois jours sur sept à cause des pénuries d'électricité causées par les grèves de mineurs. Ces grèves ont fini par provoquer la chute du gouvernement [Edward] Heath et amené Margaret Thatcher au pouvoir. Plus tard, pour venir à bout des syndicats, Mrs. Thatcher a fait stocker l'équivalent de deux ans de réserves de charbon. On a tendance à l'oublier mais les Britanniques frappaient désespérément

LE BREXIT, C'EST UNE VASTE CRISE D'IDENTITÉ BRITANNIQUE QUI A COUVÉ PENDANT CES QUARANTE DERNIÈRES ANNÉES OÙ LES PIRES HORREURS ONT ÉTÉ DITES SUR L'EUROPE.

à la porte de l'Europe pour y entrer, ils quémandaient leur intégration, ce que les brexiters ont du mal à croire. Il n'y avait pas du tout cette espèce d'arrogance qui est apparue bien après, avec ce refrain : *« Nous avons sauvé l'Europe, nous avons gagné la guerre, nous avons toujours été les meilleurs… »*

L'héroïsme des Britanniques pendant la guerre est légendaire et cette mémoire semble constitutive de l'identité britannique…

Cette mémoire s'est manifestée tardivement. La génération qui a fait la guerre n'en parlait pas. Mon père s'est battu en France et en Italie, il a reçu des médailles, mais il n'en a jamais vraiment parlé. Il adorait l'Europe et voulait me la faire découvrir. Tous les étés, nous partions un mois sur le continent. On n'avait pas beaucoup d'argent, on campait et on mangeait des *baked beans* réchauffés sur un Campingaz. C'est ça qui m'a ouvert à l'Europe. Je ne sais pas quelles étaient les opinions politiques de mon père mais ma belle-mère, qui est le seul lien familial que j'aie encore en Angleterre, me dit que jamais il n'aurait voté pour que le pays quitte l'Union européenne.

Quel est le sens du Brexit selon vous ?

Le Brexit, c'est une vaste crise d'identité britannique qui a couvé pendant ces quarante dernières années où les pires horreurs ont été dites sur l'Europe. On n'a cessé de mettre sur le compte des directives européennes des décisions prises par le gouvernement. Nous avons la presse la plus virulente d'Europe, orientée à 80 % contre l'Union européenne. Même la BBC, pourtant réputée pour la qualité de son information, a beaucoup perdu à cause de quelques journalistes-vedettes, des hommes pour la plupart, âgés, et dont la conception d'une identité britannique boursouflée prime sur tout argument rationnel, sur les faits et sur la réalité. Prenez l'exemple de Boris Johnson (ex-maire de Londres et fervent défenseur du Brexit) qui, au début de sa carrière de journaliste, passait son temps à inventer des bobards sur l'Europe. Il était correspondant du *Daily Telegraph* à Bruxelles, au début des années 90. Il arrivait chaque matin en se frottant les mains, à l'affût de la moindre mesure qui pouvait être interprétée comme mauvaise pour la Grande-Bretagne. Il a aussi travaillé pour le *Times,* qui a fini par le virer pour avoir écrit des mensonges.

Comment voyez-vous cette crise se résoudre ?

La seule issue est qu'ils sortent de l'Union européenne. Je ne suis pas pour un second référendum. Pourtant, ne serait-ce que pour des raisons démographiques, les jeunes étant globalement proeuropéens, le maintien dans l'Union l'emporterait aujourd'hui à 54 ou 55 % selon les sondages. La seule chose capable de briser cette crise d'identité est de l'affronter, d'en finir avec ce fantasme d'un Royaume-Uni tout puissant. En finir avec l'idée, répétée sur tous les tons, que l'Union européenne a davantage besoin de nous que nous de l'Union. Comme si c'était crédible, avec d'un côté 65 millions de Britanniques et de l'autre 740 millions d'Européens !

Qu'est-ce qui vous lie encore à votre pays d'origine ?

La dernière fois que je me suis senti très fier d'être britannique, c'était en regardant la cérémonie d'ouverture des Jeux olympiques de 2012. On peut trouver un montage sur YouTube. Le spectacle de la reine sautant en parachute au-dessus du stade olympique… il fallait oser ! On n'aurait jamais vu ça en Chine ou dans tout autre pays. L'hommage au NHS, le service de santé britannique, le passage de la torche parmi la population londonienne, les actrices de la série *Ab Fab* [la série TV *Absolutely Fabulous*] allumant leur cigarette à la flamme olympique, un jeune homme faisant sa demande en mariage, des enfants, des personnes âgées… C'est une séquence où l'on voit la Grande-Bretagne dans toute sa gloire et toute sa dérision vis-à-vis d'elle-même, un pays qui donne l'impression d'être à l'aise avec son image, d'être cool et plus adapté au rôle qu'il doit jouer.

Qu'est-ce qui vous manque le plus ?

Le thé ! C'est le goût de mon enfance. Le thé noir, ordinaire, le *builder's tea.* C'est une boisson pas du tout snob. Je ne pourrais pas non plus me passer de Marks & Spencer, ce sont les seuls à vendre des scones dignes de ce nom ! ●

Parcours

13 AOÛT 1957
Naît à Luton, Angleterre.

1981
S'installe en France. Participe à fonder Fréquence Gaie (radio FG), en plein essor des radios libres.

1990-2000
Anime *Continentales* sur FR3 (une compilation de journaux télévisés européens en version originale sous-titrée).
Présente une revue de presse européenne tous les matins sur France Inter.
Devient directeur des programmes sur Radio France Internationale (RFI).

2007
Publie *Journal d'un apprenti pervers,* éditions JC Lattès.

2010
Publie *Bouche bée, tout ouïe…,* éditions JC Lattès, coll. « Essais et documents ».

2017
Obtient la nationalité française.

AVRIL 2019
Publie *Brexit – L'autopsie d'une illusion,* JC Lattès.

PORTUGAL
Un vent d'optimisme

Dix ans après la crise financière, le Portugal remonte la pente. La cure d'austérité passée, les indicateurs économiques sont aujourd'hui au vert. Une nouvelle ère s'ouvre pour ce pays profondément européen.

Didier Blain (avec Maria Lopès)

« Je compte bien rester vivre et travailler au Portugal dans les années à venir. » Sandra Santos, 40 ans, technicienne supérieure en santé et sécurité au travail dans une entreprise de montage de chaudières, située à Pombal (dans l'ouest du pays), est revenue au Portugal depuis deux ans, après avoir bourlingué en Europe et en Afrique. *« Il y a beaucoup moins de chômeurs qu'auparavant. Les Portugais sont moins tentés de partir à l'étranger d'autant qu'on a maintenant une bonne qualité de vie, des services de santé de haut niveau et presque gratuits. »* Dix ans après la crise financière de 2008, qui avait plongé le pays dans une effroyable récession, l'heure est à l'optimisme de Porto à l'Algarve en passant par Lisbonne.

À l'image de Sandra, les Portugais ont à nouveau confiance en l'avenir. Il faut dire que tous les indicateurs économiques du pays sont au vert et font rêver plus d'un voisin européen. En 2017, la croissance était de 2,8 % et si elle s'est un peu tassée depuis, elle était à 2,1 % en 2018, elle devrait avoisiner les 2,2 % en 2019. De même, le taux de chômage, qui dépassait les 17 % en 2013, a chuté et poursuit sa baisse à 6,3 % cette année. Quant au déficit public, qui représentait encore 3 % en 2017, il a chuté à 0,5 % en 2018, soit un meilleur résultat qu'attendu et au plus bas depuis l'avènement de la démocratie, en 1974. Enfin, le niveau de formation de la jeunesse portugaise a fortement progressé, dépassant même la moyenne européenne. Il paraît loin, le temps où la main-d'œuvre portugaise était réputée peu chère et sous-qualifiée. Seule ombre au tableau, le développement touristique paraît plus fragile. Il a « profité » des printemps arabes qui ont vu une partie de la clientèle choisir des pays plus sûrs. Mais, là aussi, le pays affiche une volonté de diversifier son offre, de la « dézonaliser » afin qu'elle ne se concentre pas seulement sur la période estivale, et de proposer d'autres formes de tourisme.

Les économistes restent donc prudents et relativisent cette *success story*. Pour beaucoup, ces chiffres positifs correspondent surtout à une phase de rattrapage. La croissance vient tout juste de permettre au pays de retrouver son PIB d'avant la crise. Cependant, l'endettement public et privé du pays demeure élevé. Les Portugais n'ont pas fini de rembourser leurs dettes et les marges de manœuvre du pays restent encore étroites. Tout en restant dans les clous européens, le gouvernement arrivé au pouvoir en 2015 a quand même pu prendre quelques mesures sur le pouvoir d'achat et relancer, modestement, l'investissement public. De quoi favoriser une plus grande redistribution des richesses.

Une embellie relative

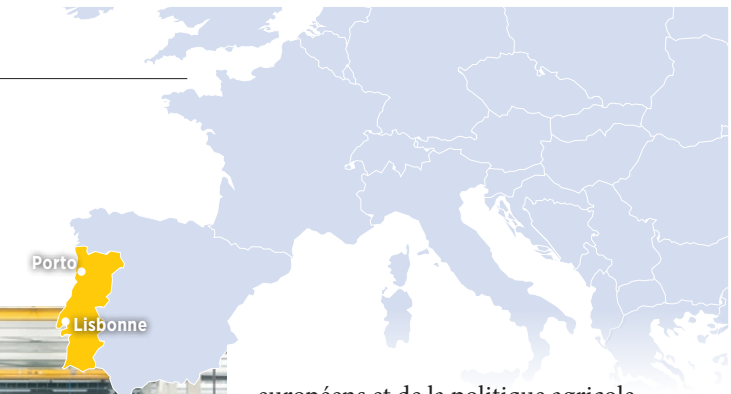
« Après les années de crise et les ajustements imposés par la Troïka, le Portugal connaît une nouvelle embellie »*, confirme João Proença, l'ancien secrétaire général de l'UGT (União Geral de Trabalhadores), l'une des deux centrales syndicales portugaises. Pour autant, il tient à relativiser certains

LES MESURES IMPOSÉES PAR LA TROÏKA ONT RAMENÉ LE BUDGET À L'ÉQUILIBRE MAIS ONT FRAGILISÉ CERTAINS SECTEURS PUBLICS COMME L'ENSEIGNEMENT.

Fred Marvaux/RÉA - Rodrigo Cardoso/*The New York Times* - Redux - RÉA

Indices La croissance se porte bien, le taux de chômage a chuté, le déficit public se réduit et le niveau de formation de la jeunesse portugaise progresse.

Ses exportations profitent largement du marché unique, le pays touche d'importants fonds structurels



indicateurs : « *Les salaires ont augmenté mais restent peu élevés. Le revenu minimum n'est qu'à 676 euros (580 euros sur quatorze mois). La baisse du chômage ne repose pas uniquement sur la reprise d'activités mais également sur le départ à l'étranger de nombreux Portugais ces dernières années.* » Pour lui, le plan d'ajustement et de réductions des déficits publics imposé par la Troïka a certes ramené le budget portugais à l'équilibre mais il a considérablement fragilisé certains secteurs publics, notamment l'enseignement. « *Aujourd'hui, on sent encore de grandes disparités entre les activités qui connaissent déjà la reprise et celles qui l'attendent encore.* »

« Nous savons ce que l'Europe nous apporte »

Pour autant, ces années de crise n'ont pas entamé l'enthousiasme européen des Portugais. « *Nous avons tout à fait conscience de ce que l'Europe nous apporte* », affirme Sandra Santos, qui met en avant l'importance de la libre circulation des travailleurs dans toute l'Union et les nombreuses entreprises étrangères installées au Portugal. De plus, 75 % des exportations du pays se font au sein de l'Union, principalement vers l'Espagne, la France et l'Allemagne. L'Union européenne a accompagné le pays pendant la crise et, aujourd'hui encore, le Portugal est l'un des pays bénéficiaires nets des budgets européens.

Tobias Gerber/LAIF - RÉA - Jens Schwarz/LAIF - RÉA - Pedro Nunes/Zuma/RÉA

européens et de la politique agricole commune (PAC). Depuis quelques années, l'économie portugaise s'est même internationalisée et a gagné des parts de marché significatives.

Le consensus autour des bienfaits de l'Europe est plutôt partagé. De là à s'exalter pour les élections européennes, il y a un pas que Sandra Santos ne franchit pas : « *Ça ne passionne pas pour l'instant* », concède-t-elle. « *Le risque d'abstention est élevé,* regrette João Proença, *mais nous avons des élections législatives quelques mois après [octobre] et les européennes pourraient bien servir de test.* » Seule certitude, les députés portugais ne renforceront pas l'extrême droite dans le nouveau Parlement européen. Malgré la crise qu'ils ont traversée, les Portugais n'ont jamais cédé aux sirènes du populisme. ●

* La Troïka : la Commission européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international. Elle a prêté 78 milliards d'euros au Portugal pendant la crise.

UNE CURE D'AUSTÉRITÉ SANS PRÉCÉDENT

Après une décennie perdue (2001-2008) comme l'appellent les économistes en raison de la faible croissance du PIB, le Portugal, qui est entré dans l'Union européenne en 1986, est percuté par la crise financière internationale. Celle-ci va durer de 2008 à 2014. Dès 2009, le pays entre en récession (– 2,9 %). Le pic de la crise (– 4 %) est atteint en 2012. Le chômage, lui, passe de 7,6 % en 2008 à près de 17 % en 2013 !

À partir de 2011 et jusqu'en 2014, les Portugais vont subir une cure d'austérité sans précédent. Les dépenses publiques chutent et des politiques très libérales sont mises en œuvre : des privatisations ont lieu dans les secteurs de l'énergie, des transports et des communications ; des coupes budgétaires sont faites dans la santé ; l'emploi public baisse ; le traitement des fonctionnaires cadres diminue de 20 % ; les carrières et rémunérations du public sont gelées ; des communes fusionnent ; les impôts augmentent. Le secteur privé n'est pas oublié : le salaire minimum est gelé ; la rémunération des heures supplémentaires est divisée par deux ; le temps de travail et les licenciements individuels sont facilités tandis que les indemnités baissent.

La pilule est dure à avaler pour les Portugais. La reprise se fait sentir à partir de 2014, ce qui permet au gouvernement socialiste élu en 2015 de sortir progressivement de cette logique d'austérité. Le pays retrouve une croissance positive dès 2017. ●

CALAIS
Aux premières loges du Brexit

C'est le principal point de passage entre la France et l'Angleterre. C'est pourquoi Calais cristallise toutes les angoisses liées à une sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne. Dans l'attente d'une décision de Londres, la ville se prépare à tous les scénarios possibles. Tant bien que mal.

Texte **Anne-Sophie Balle** Photos **Cyril Entzmann**

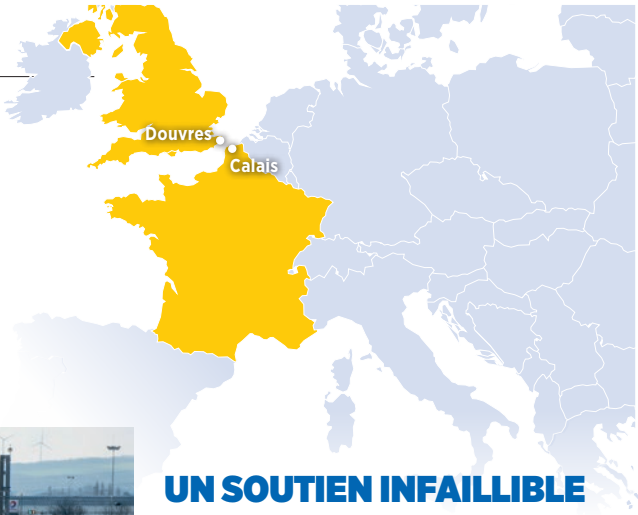
Des camions à perte de vue. Chaque année, 4,5 millions de poids lourds et 60 millions de tonnes de marchandises transitent par Calais. Au moindre incident, les accès au port et au tunnel sous la Manche sont saturés. *« Alors quelle que soit la forme qu'il prendra, le Brexit nous donne des sueurs froides,* résume Didier Marie, employé des douanes pour le fret ferroviaire. Lui a déjà fait le calcul. *Contrôler chaque camion pendant deux minutes crée instantanément 27 km de bouchons. Or, avec ou sans accord, tout se jouera autour du contrôle. »* Contrôles douaniers, pour la vérification des papiers, mais aussi sanitaires (pour la traçabilité des produits) et vétérinaires. La réglementation prévoit que chaque port, y compris les ports secs comme l'Eurotunnel, soit en capacité d'assurer ces contrôles. Alors qu'approchait la date fatidique du Brexit (initialement fixée au 29 mars), il a fallu achever à la hâte la mise en place de points de contrôle : un service d'inspection vétérinaire et phytosanitaire sur le port de Calais et un poste douanier à l'entrée du tunnel sous la Manche, permettant d'accueillir 100 camions (quand le tunnel en déverse 225 en moyenne à l'heure). Et qu'en est-il de la formation des douaniers, chargés d'appliquer ces contrôles ? En poste depuis 1997, Didier, comme tous ses collègues, est formé au droit communautaire. *« Ici, personne ne connaît les règles extracommunautaires. On n'applique plus cela depuis 1973 ! Nous avons dû recréer des métiers qui n'existaient plus comme les déclarants en douane, chargés de faciliter les procédures de dédouanement pour les entreprises. »*

Didier Marie est employé des douanes pour le fret ferroviaire. Il sait que contrôler chaque camion pendant deux minutes crée 27 km de bouchons.

Le Brexit ne donne pas de sueurs froides qu'aux douaniers. C'est toute l'économie du territoire qui tremble. Cet été, Calais-Boulogne et Dunkerque ont bien failli être rayés des corridors de fret maritime européens avec l'Irlande. La Commission européenne n'avait proposé de ne retenir que les ports belges et néerlandais pour assurer les liaisons commerciales entre l'Irlande et l'Union européenne, sans halte au Royaume-Uni. Au-delà de la distorsion de concurrence, les salariés du port de Calais dénoncent surtout un non-sens géographique, économique et social. *« Nos ports [Calais-Boulogne et Dunkerque] devraient en toute logique devenir les portes de l'Europe. Cette entrée serait en tout cas la plus cohérente. Même après le Brexit, le chemin le plus court entre l'Irlande et le reste de l'Union européenne sera toujours Calais. On ne peut pas faire mentir la géographie. Et puis, les salariés des ports ont déjà bien souffert ces dernières années, impactés par la crise migratoire, d'une part, et le Brexit, d'autre part »*, précise Christophe Fontaine, salarié du port depuis dix-neuf ans.

Après une mobilisation coordonnée impulsée par la CFDT auprès des élus politiques, les ports du littoral nord ont

Eurotunnel Le tunnel sous la Manche assure 25 % des échanges entre le Royaume-Uni et l'Europe continentale. Ici, le centre de contrôle douanier.



été sauvés des eaux. Mais d'autres ports français de la Manche, moins exposés, risquent toujours de boire la tasse.

Pour les sociétés de transport dont le chiffre d'affaires dépend du port de Calais, la perspective d'un *no deal* représente aussi un véritable cauchemar. Chaque minute d'immobilisation des camions a de multiples répercussions. Début 2019, la CFDT a adressé un courrier à une centaine d'entreprises du transport sur Calais et ses alentours afin de connaître les effets du Brexit sur leur activité et leurs salariés. *« Les retours que nous avons confirment les problèmes de coûts liés au temps de contrôle, estimés à 700 euros par jour par poids lourd immobilisé, mais également à une recrudescence des migrants qui tentent de passer outre-Manche en se cachant dans les camions »*, précise Marcel Aucouin, secrétaire de l'Union locale CFDT. Les Britanniques avaient fait de l'immigration l'une des raisons principales du Brexit. Demain, les ralentissements liés au rétablissement des frontières pourraient bien conduire davantage de migrants à tenter la traversée.

CHAQUE ANNÉE, 4,5 MILLIONS DE POIDS LOURDS ET 60 MILLIONS DE TONNES DE MARCHANDISES TRANSITENT PAR CALAIS.

Dans tous les secteurs du Calaisis, on scrute l'horizon avec une pointe d'amertume et une poussée d'angoisse. *« Vous dire quels seront les effets du Brexit sur le moyen terme, c'est faire de la futurologie. Tout ce que l'on sait, c'est que depuis quarante ans, tous les investissements économiques réalisés sur Calais sont liés au transmanche. Demain, plus rien ne nous le garantit »*, note Philippe Blet, militant CFDT et fin connaisseur du territoire. Dans ce grand flou, Calais sait qu'elle ne peut se couper de ses relations avec Douvres, en Angleterre. Alors que le Royaume-Uni se déchire dans son incapacité à s'arracher de son rocher européen, les deux villes poursuivent tant bien que mal leurs échanges, qu'ils veulent les plus réguliers possibles tant il est vrai que lorsque l'une est malade, l'autre s'enrhume. ●

UN SOUTIEN INFAILLIBLE DE LA "MAISON EUROPE"

Elena Crasta

REPRÉSENTANTE DU SYNDICAT BRITANNIQUE TRADES UNION CONGRESS (TUC), À BRUXELLES.

À l'image des tergiversations de la société britannique, le TUC est longtemps resté indécis. Mais, en 2016, cette organisation forte de 7 millions de membres a fait le choix de s'engager dans la campagne contre le Brexit. Pour la préservation des droits des travailleurs qu'elle représente, bien sûr, mais aussi pour son attachement à l'Europe : *« La plupart de ces droits viennent de l'Europe. Une partie du bien-être économique dépend de nos échanges commerciaux et de la libre circulation au sein de l'Union européenne »*, rappelle Elena Crasta. Deux ans après, elle constate un soutien bien plus large du côté européen que du côté anglais. *« Nos interlocuteurs européens nous comprennent mieux, et cette solidarité internationale est fondamentale »*, a-t-elle rappelé à l'occasion du conseil syndical interrégional réunissant les syndicalistes belges, anglais, français et néerlandais, début avril à Tournai (Belgique). *« Chacun aurait pu faire ses calculs personnels, mais il y a eu avant et après le référendum une unité remarquable de nos organisations sœurs qui ont fait front commun en pesant sur leurs gouvernements respectifs. Cela témoigne de la valeur du syndicalisme européen et de l'intérêt que nous avons, tous, à construire cette maison Europe et faire ce que nos membres attendent de nous. »* ●

ÉDOUARD MARTIN | CLAUDE ROLIN

DU SYNDICALISME AU PARLEMENT EUROPÉEN

Syndicalistes passionnés et passionnants, le Français Édouard Martin et le Belge Claude Rolin sont devenus députés européens en 2014. Fiers du travail qu'ils ont accompli au Parlement, ils ont décidé de ne pas se représenter, mais espèrent que d'autres syndicalistes tenteront l'aventure. *« La politique ne doit pas être réservée exclusivement à des professionnels qui en font carrière »,* assurent-ils. **Interview croisée.**

Propos recueillis par **Jérôme Citron** Photos **Stéphane Vaquero**

D'où vient votre engagement européen ?

Claude Rolin : Quand on habite, comme moi, près d'une frontière, l'Europe est une réalité. Gamin, j'allais faire mes courses en France, à Charleville, car c'est là qu'il y avait le grand supermarché. Syndicalement, mon investissement européen vient de loin. Il vient d'une collaboration avec la CFDT-Lorraine quand j'étais permanent jeune à la CSC (Confédération des syndicats chrétiens), au début des années quatre-vingt-dix. Nous étions intervenus en Roumanie et avions aidé à la naissance d'une organisation syndicale locale. Plus tard, quand je suis devenu secrétaire général de la CSC, je m'occupais également des questions européennes.

Édouard Martin : J'ai une histoire personnelle avec l'Europe. Je suis né en Andalousie à l'époque du franquisme. Je suis arrivé en France à 8 ans et j'ai encore le souvenir de ce qu'est une dictature, de la peur qu'éprouvaient mes parents. Et j'ai aussi le souvenir de l'Espagne quand elle est entrée dans l'Union, le changement démocratique, la croissance économique extraordinaire, l'accès aux soins, etc. Au niveau syndical, j'ai été représentant CFDT au comité d'entreprise européen d'ArcelorMittal, une multinationale présente dans neuf pays de l'Union.

Pourquoi s'engager en politique ? La décision a-t-elle été difficile à prendre ?

C. R. : J'avais au fond de moi l'envie de changer les choses de l'intérieur. N'ayant jamais été membre d'un parti politique, ce n'était guère envisageable, jusqu'au jour où l'on m'a proposé de mener une liste. J'ai alors décidé de saisir cette occasion. Ce n'était pas une décision facile à prendre, j'ai perdu sept kilos à cette époque. Et quand j'ai rendu tous mes mandats syndicaux, j'en ai pleuré. Pour un militant, le syndicat, c'est un peu la famille, cela a fait partie de moi pendant plus de trente ans. Certains amis syndicalistes m'ont encouragé dans cette démarche, mais d'autres, très proches m'ont dit : *« Qu'est-ce que tu fais, tu nous lâches ?! »* Ce qui est amusant, c'est que les personnes qui ont eu les réactions les plus virulentes à l'époque sont les mêmes qui me disent aujourd'hui : *« Tu fais le con, on a besoin de toi au Parlement, il faut que tu te représentes pour un second mandat. »*

E. M. : Après deux années de conflit à Florange, le boulot syndical avait été fait. Nous n'avions pas réussi à éviter la fermeture des hauts-fourneaux mais il n'y a pas eu de licenciements et nous avons obtenu des investissements. Ce conflit m'avait rongé et j'avais envie de rebondir. Je ne pouvais plus rester dans cette boîte, négocier avec ce patron. Quand j'ai eu la proposition du Parti socialiste, j'ai commencé par refuser. Contre toute attente, les copains d'Arcelor m'ont dit : *« T'es idiot, pour une fois qu'on a l'occasion d'élire un ouvrier. C'est un moyen de poursuivre notre combat pour l'industrie. Cela a du sens. »* Dans ma tête, cela a été la tempête. Des heures d'interrogations, de nuits blanches à cogiter, à peser le pour et le contre. J'avais peur pour ma famille car je savais que j'allais m'en prendre plein la gueule, que j'allais être accusé de traîtrise. Cela n'a pas loupé. Quand j'ai annoncé ma décision, j'ai fait face à un torrent de boue.

LA NÉGOCIATION, C'EST DANS NOS GÈNES ET, ICI, AU PARLEMENT EUROPÉEN, C'EST ESSENTIEL DE SAVOIR NÉGOCIER.

LE BELGE CLAUDE ROLIN

Né en 1957, Claude Rolin a mené un parcours syndical exemplaire qui le conduira en 2006 à devenir secrétaire général de la Confédération des syndicats chrétiens (CSC). En 2014, il démissionne de ses mandats syndicaux afin de mener la liste du Centre démocrate humaniste aux élections européennes. Il rejoint le groupe du Parti populaire européen.

LE FRANÇAIS ÉDOUARD MARTIN

Né en 1963, Édouard Martin a connu tous les mandats syndicaux au sein d'ArcelorMittal. Ses combats pour sauver les hauts-fourneaux de Florange ont fait de lui une personnalité médiatique. Il se présente en 2014 aux élections européennes sur la liste du Parti socialiste comme « acteur de la société civile ». Il n'a jamais adhéré à un parti politique.

Comment expliquer cette tension entre le monde politique et le monde syndical ?

C. R. : C'est logique qu'il y ait des tensions. La CSC comme la CFDT sont deux organisations syndicales autonomes par rapport aux politiques. Je me suis toujours battu pour cette autonomie. À partir du moment où tu passes la frontière, c'est difficile de faire comprendre aux copains que tu ne modifies pas l'autonomie de l'organisation, mais que ton combat, tu vas le mener sur un autre terrain.

E. M. : Les politiques n'ont pas bonne presse en général chez les ouvriers, quel que soit leur parti politique. Alors, quand un copain décide de s'engager, c'est rapidement perçu comme une forme de trahison. Pourtant, j'avais reçu des engagements comme quoi je n'avais pas besoin d'adhérer au PS et que je conserverais ma liberté de parole.

Après cinq années passées en politique, quel regard portez-vous sur ce monde ?

C. R. : Le monde syndical reste un monde du « nous » tandis qu'en politique c'est un monde du « je ». Pour moi, c'est la grande différence. Quand tu es syndicaliste, tu parles au nom d'un collectif, tu es porte-parole. Quand tu es politique, sans trop faire de généralité, tu as davantage un plan de carrière, tu joues plus individuel. C'est deux mondes très différents. Pourtant, paradoxalement, tous les dossiers que j'ai pu faire avancer ces dernières années – et je suis fier du travail que j'ai abattu –, c'est grâce à ce que j'ai appris dans le syndicalisme : la négociation, le compromis, les alliances. Au Parlement européen, ces compétences sont fondamentales.

E. M. : La négociation, c'est dans nos gènes et, ici, c'est essentiel. Quand tu arrives, tu connais les techniques, tu as trente ans d'expérience. Une des grandes différences entre nous et la plupart des députés européens, c'est aussi que nous nous appuyons sur notre vécu lors des débats. Quand j'ai défendu l'ajustement carbone aux frontières, les lobbyistes ne pouvaient pas me raconter n'importe quoi. Je sais comment l'acier se fabrique et comment il est possible de mesurer son impact carbone. Le Parlement, ce n'est pas notre milieu, ce n'est pas nos codes, mais les députés reconnaissent notre expertise et notre travail. En blaguant, on peut dire que les syndicalistes en politique, c'est comme les femmes dans l'entreprise, nous travaillons deux fois plus pour nous sentir légitimes.

Vous êtes dur avec vos collègues députés…

C. R. : Il y a peu de députés qui viennent d'une autre vie que la politique. Il y a des gens bien, mais dans un Parlement, il faudrait davantage de mixité. Si les gens populaires s'éloignent du politique, c'est qu'ils ne se reconnaissent pas dans leurs élus.

E. M. : Nous n'avons pas fait Sciences Po ni l'ÉNA et nous ne parlons pas l'anglais. Nous ne sommes pas du sérail. De leur côté, les députés ne connaissent pas les organisations syndicales. Ils en ont une image archaïque. Pour la grande majorité, nous ne servons qu'à faire grève. Après cinq années passées en politique, je pense que le tort des organisations syndicales est de laisser ces gens occuper tout l'espace. Je défends l'indépendance du syndicalisme, mais il faut aussi des militants prêts à s'engager en politique à un moment de leur vie pour faire avancer nos idées.

Pourquoi ne pas vous représenter ?

E. M. : Dès le départ, j'avais annoncé que je ne ferais qu'un seul mandat car je pense que la politique ne doit pas être un métier. Je ne dirais pas forcément la même chose si c'était un mandat local.

C. R. : Pareil pour moi, je n'ai jamais eu l'idée de faire plus d'un mandat. Cela ne veut pas dire que mon engagement va s'arrêter. Il va tout simplement se faire sur un autre terrain. Pour résumer, nous n'avons pas été des députés comme les autres. On est d'abord des syndicalistes qui ont agi dans le milieu politique. ●

VIE PRATIQUE

À savoir

26 mai 2019

373 millions d'électeurs vont renouveler les députés du Parlement européen entre le 23 et le 26 mai. Comment se passeront ces élections ? Quelles sont les prérogatives du Parlement ? Quels sont les rôles de la Commission et du Conseil de l'Europe ? Quel est le chemin d'une directive ?
Petit mémo à quelques semaines du vote.

Peter Erdig/ZUMA Press/ZUMA/REA

LES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

Mode d'emploi

Maria Poblete

Les élections se dérouleront dans les 27 États membres, entre le 23 et le 26 mai. En France, elles auront lieu le dimanche 26 mai. Que fait le Parlement ? Qui élira-t-on ? Comment ça marche ?

QUI VOTE ET POUR QUI ?

Plus de 370 millions d'électeurs des 27 pays membres sont appelés aux urnes pour élire 705 eurodéputés (au lieu de 751, aujourd'hui). Un nombre réduit par rapport au dernier scrutin de 2014 du fait du Brexit et de l'absence de députés britanniques. Le nombre de députés est proportionnel à la population de chaque pays. L'Union européenne a rééquilibré la composition du Parlement européen et alloué des sièges à huit États membres qui étaient sous-représentés. C'est le cas de la France, qui comptera 79 eurodéputés, cinq de plus qu'en 2014. Même s'ils pèsent peu au regard de leur population, Chypre, Luxembourg et Malte disposent d'une délégation de six députés, c'est le principe de la « dégressivité proportionnelle ».

QUEL EST LE MODE DE SCRUTIN ?

Depuis 1979, l'élection a lieu tous les cinq ans au suffrage universel direct. En France, comme dans la plupart des pays de l'Union européenne, le système retenu est la représentation proportionnelle, au scrutin de liste (à un seul tour) à la plus forte moyenne. Chaque pays conduit le scrutin sur son territoire, à la même période entre le 23 et le 26 mai. En France, votent les citoyens français ayant plus de 18 ans la veille du jour du scrutin et les ressortissants européens vivant en France, ayant le droit de vote dans leur pays d'origine (18 ans pour quatorze pays, 21 ans pour dix pays, 23 ans pour la Roumaine, 25 ans pour le Luxembourg et l'Italie).

Un changement de taille intervient en France : le pays n'est plus découpé en huit circonscriptions régionales mais forme une circonscription unique. Il adopte ainsi le modèle majoritaire au sein des pays de l'Union. Chaque parti présente une liste de 79 candidats comme autant de sièges attribués au Parlement européen.

À partir de 5 % des suffrages, une liste envoie un élu au Parlement. ●

Brexit… dernières précisions !

Les données publiées dans cette double page présentent le visage du Parlement européen tel qu'il sera après le départ des Britanniques. À l'heure où nous bouclons, le Royaume-Uni peut encore organiser des élections européennes. Dans ce scénario, le pays récupérera ses sièges qui avaient été attribués à d'autres pays (cinq dans le cas français).

Quand le Royaume-Uni partira définitivement – au plus tard le 31 octobre 2019, selon le dernier accord – les sièges seront réattribués aux États. De nouveaux parlementaires feront alors leur entrée au Parlement en fonction des résultats aux élections dans chaque pays.

Le Parlement européen, à Strasbourg.

Shaun Egan/John Warburton-Lee / Photononstop

Les différents groupes

Les élus ne sont pas réunis par nationalité, ils rejoignent un groupe politique européen ou se déclarent comme non-inscrits. Pour la législature 2014-2019, le Parlement comptait huit groupes.

Le groupe confédéral de la Gauche unitaire européenne/Gauche verte nordique (GUE/NGL), où siègent le **Parti communiste français** et **La France insoumise.**

52 sièges

L'Alliance progressiste des socialistes et démocrates au Parlement européen (S&D), où figure notamment le **Parti socialiste.**

187 sièges

Le Groupe des Verts/Alliance libre européenne (Verts/ALE) rassemblant les partis écologistes européens, dont **Europe Écologie-Les Verts.**

52 sièges

L'Alliance des démocrates et des libéraux pour l'Europe (ADLE), où se trouvent l'**UDI** et le **MoDem.**

68 sièges

Le groupe du Parti populaire européen (PPE), qui réunit la plupart des partis de centre droit, dont **Les Républicains.**

217 sièges

Les Conservateurs et réformistes européens (CRE), **qu'aucun député français n'a rejoints.**

75 sièges

Le groupe Europe de la liberté et de la démocratie directe (ELDD), dans lequel siège le parti de Florian Philippot, **Les Patriotes.**

41 sièges

Le groupe Europe des nations et des libertés (ENL), qui réunit des partis de droite et d'extrême droite, dont le **Rassemblement national.**

37 sièges

Les **non-inscrits.**

22 sièges

Le rôle du Parlement

Les parlementaires ont trois grandes missions

Un rôle législatif

Le Parlement élabore et adopte les textes de loi avec le Conseil de l'Union européenne et la Commission européenne *(lire p. 40-41)*. Il donne un avis sur les accords internationaux, sur les élargissements de l'Union européenne et examine le programme de travail de la Commission.

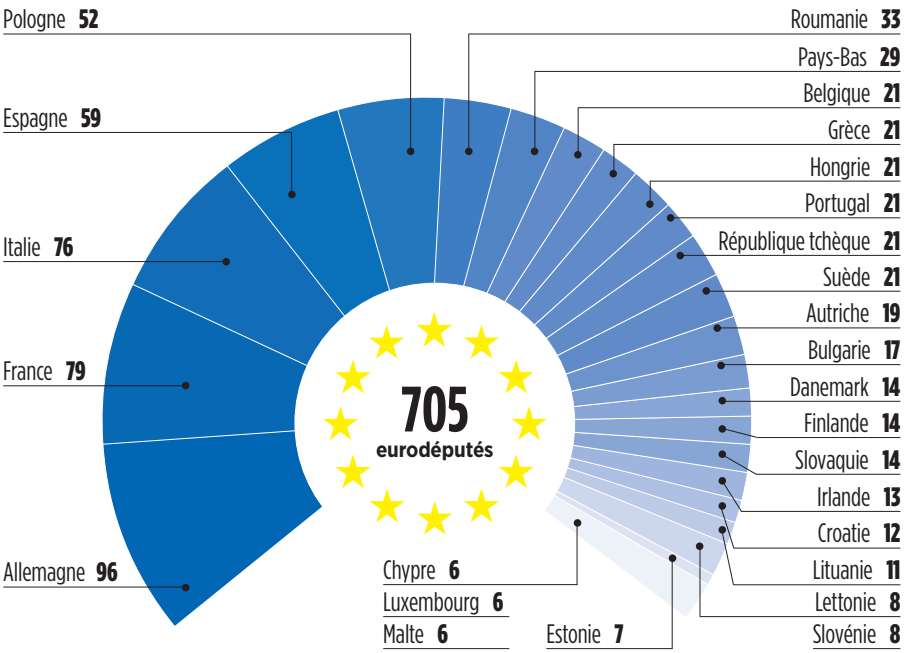
Un rôle de surveillance

Le Parlement exerce un contrôle démocratique sur toutes les institutions de l'Union; élit le président de la Commission; peut voter une motion de censure obligeant la Commission à démissionner; approuve la façon dont le budget de l'Union a été dépensé; examine les pétitions des citoyens et lance des enquêtes; débat de la politique monétaire avec la Banque centrale européenne; pose des questions à la Commission et au Conseil; remplit des missions d'observation électorale.

Un rôle budgétaire

Le Parlement établit et adopte le budget de l'Union, conjointement avec le Conseil. Il approuve le budget à long terme de l'Union européenne.

La répartition des députés par pays *



* Répartition des sièges après la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne

La procédure législative Qui décide et comment ?

Maria Poblete

Séance plénière au Parlement européen.

Aux côtés du Parlement *(lire p. 39)*, deux instances participent à la procédure législative : la Commission et le Conseil.

LA COMMISSION

Cette instance représente l'intérêt communautaire. C'est le gouvernement de l'Union. Elle est composée de 27 commissaires y compris le président et les vice-présidents. Elle siège à Bruxelles. Le président est élu pour cinq ans par le Parlement européen. Les commissaires sont ensuite désignés par le Conseil de l'UE. Chaque commissaire est soumis à l'approbation du Parlement européen.

Le rôle de la Commission est de promouvoir l'intérêt général européen. Elle est à l'initiative de la législation européenne. Elle lance le processus législatif en proposant des mesures dans les domaines de compétence de l'UE. Elle propose aussi chaque année le budget de l'UE et peut, en tant que « gardienne des traités », sanctionner un État membre qui ne respecterait pas le droit européen. Ses propositions sont ensuite amendées, approuvées ou rejetées par le Parlement et le Conseil.

LE CONSEIL DE L'UNION EUROPÉENNE

Cette instance représente les gouvernements nationaux. En fonction des sujets traités y siègent les chefs d'État ou les ministres. Il se réunit en dix formations différentes en fonction du sujet traité : agriculture et pêche ; compétitivité ; affaires économiques et financières ; environnement ; emploi, politique sociale, santé et consommateurs ; éducation, jeunesse, culture et sport ; affaires étrangères ; justice et affaires intérieures ; transports, télécommunications ; énergie.

Sommet de l'Union européenne à Bruxelles

Pour aller plus loin

- http://www.europarl.europa.eu
- www.elections-europeennes-2019.eu
- www.ce-que-l-europe-fait-pour-moi.eu

De la directive à la loi

La directive est un acte juridique européen. Après l'avoir adoptée, les États membres ont l'obligation de la transposer dans le droit national. La non-transposition peut faire l'objet d'une procédure de manquement devant la Cour de Justice de l'Union européenne. Un délai doit être respecté, pas plus de deux ans en général.

U-EP/Christian Cruetz/RÉA - EUC/Ropi-RÉA

La procédure législative ordinaire en 4 étapes

1

Commission européenne

La Commission européenne présente une **proposition législative.**

PROPOSITION LÉGISLATIVE

Parlement européen

PREMIÈRE LECTURE

Le Parlement débat et amende la proposition de la Commission. Le nouveau texte est transmis au Conseil de l'UE.

Conseil de l'UE

Si le Conseil approuve, le texte est adopté.

ADOPTÉ

Si le Conseil apporte des modifications, le texte est renvoyé en deuxième lecture au Parlement.

PROPOSITION LÉGISLATIVE

AMENDÉ

2

Parlement européen

DEUXIÈME LECTURE

Le Parlement peut rejeter le texte. La procédure est terminée.

REJETÉ

Si le Parlement approuve les amendements du Conseil, le texte est adopté.

ADOPTÉ

Si le Parlement apporte des modifications, le texte est renvoyé au Conseil.

AMENDÉ

Conseil de l'UE

Si le Conseil approuve les amendements du Parlement, le texte est adopté.

ADOPTÉ

Si le Conseil n'approuve pas les amendements du Parlement, le texte est envoyé en conciliation.

PROPOSITION LÉGISLATIVE

3

Parlement européen

Conseil de l'UE

Comité de conciliation
(nombre égal de députés et de représentants du Conseil)

CONCILIATION

Si, dans un délai de six semaines après sa convocation, le comité de conciliation n'approuve pas de projet commun, le texte est rejeté.

REJETÉ

Si le comité de conciliation parvient à adopter un texte commun, ce dernier est transmis au Conseil et au Parlement, en troisième lecture.

PROPOSITION LÉGISLATIVE

Parlement européen

Conseil de l'UE

4

Parlement européen

Conseil de l'UE

TROISIÈME LECTURE

Si le Parlement et le Conseil ne se prononcent pas ou rejettent le texte, la procédure est terminée.

REJETÉ

Si le Parlement et le Conseil approuvent, le texte est adopté.

PROPOSITION LÉGISLATIVE

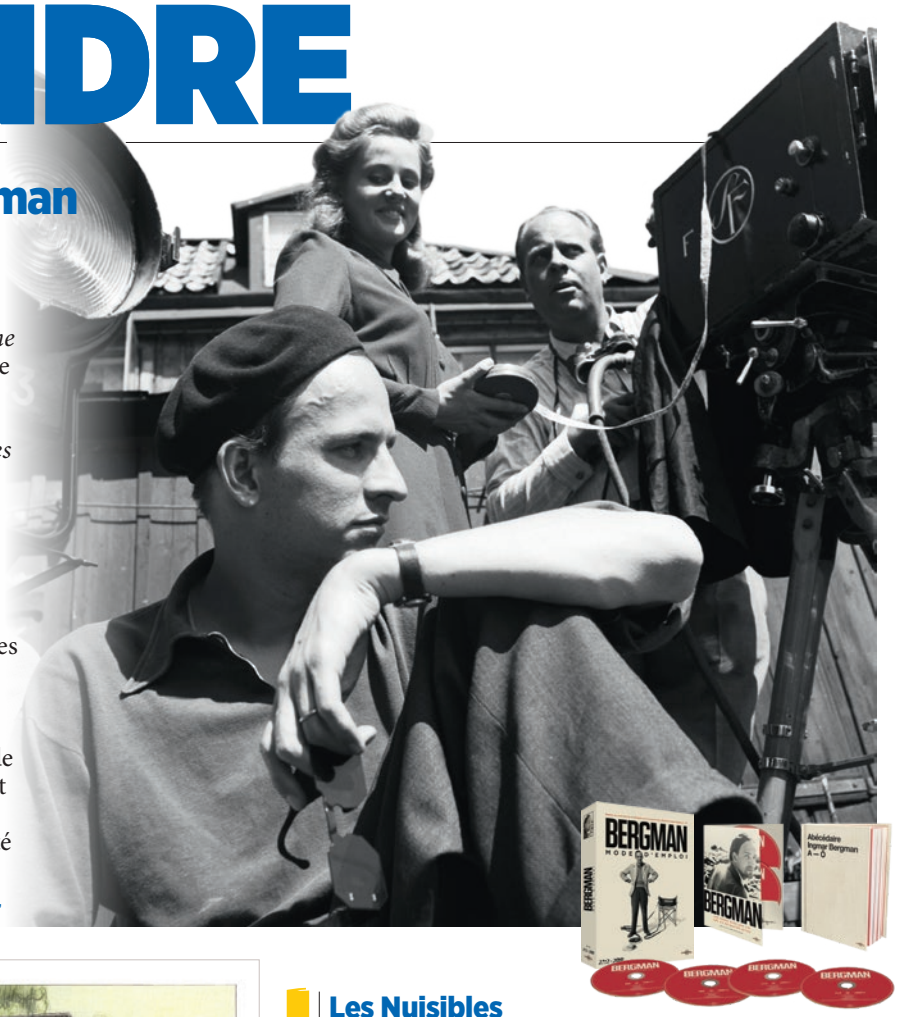
ADOPTÉ

PROPOSITION LÉGISLATIVE

DIRECTIVE EUROPÉENNE

Le texte devient une directive. Les États membres ont deux ans pour la transposer dans leur droit national.

LIRE VOIR ENTENDRE



Coffret Ingmar Bergman

Pour entrer dans l'univers du maître suédois

Le documentaire *Bergman, une année dans une vie,* réalisé par Jane Magnusson, choisit l'année 1957 comme point d'entrée de l'œuvre du cinéaste : à cette date, il vient de réaliser deux chefs-d'œuvre *(Le Septième Sceau* et *Les Fraises sauvages),* travaille sur quatre mises en scène, s'apprête à tourner deux autres films et un téléfilm ! Le récit très détaillé de cette période boulimique permet d'appréhender toute l'originalité de l'artiste autant qu'il constitue un trésor d'informations pour les cinéphiles. Présenté dans sa version cinéma de deux heures et sa version télé *(Bergman, une vie en quatre actes),* le coffret est augmenté d'un abécédaire qui propose 145 clés d'entrée dans la vie et l'œuvre du cinéaste, de A à Ö, dernière lettre de l'alphabet suédois qui signifie « île », en passant par « Européen », comme la filmographie du réalisateur qui incarne à elle seule la modernité à l'œuvre dans le cinéma du vieux continent.

Coffret collector limité 2 Blu-ray + 2 DVD + livre de 144 pages, Carlotta Films.

Les Nuisibles

Histoires de marginaux en Italie

Cette bande dessinée de Piero Macola vaut autant par son récit que par son graphisme. Chaque vignette ressemble à un tableau au crayon de couleur créant une ambiance poétique, qui soutient un propos pas toujours tendre. *Les Nuisibles,* comme les appellent certains Italiens, sont les étrangers, des Estoniens en l'occurrence. Ces derniers rêvent d'une vie plus agréable où le travail permettrait de vivre décemment. Mais l'Italie a ses propres travers et ne leur donne pas cette possibilité. Pour s'en sortir il faudra rencontrer d'autres marginaux, italiens ceux-là, et découvrir l'entraide.

Éditions Futuropolis, 120 pages.

© AB_Svensk_Filmindustri

Karol Beffa

Tristan Pfaff interprète ce compositeur épatant

Le Franco-Suisse d'origine polonaise Karol Beffa n'est pas un garçon banal. Il a gagné huit premiers prix au Conservatoire national supérieur de musique de Paris, mais il a aussi été reçu premier à l'École normale supérieure, après quoi il a obtenu une licence en histoire, en philosophie, en anglais, passé l'agrégation de musicologie tout en devenant ingénieur statisticien – peut-être craignait-il de s'ennuyer ? Comble de tout cela, c'est un compositeur épatant. Sa musique est chaleureuse, riche en harmonies, forte en fruits, comme un vin dont on ne se lasse pas. Le pianiste Tristan Pfaff interprète ses « études » avec *maestria*. Ne le ratez pas !

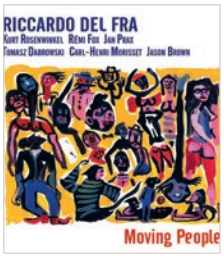
Douze Études, de Karol Beffa par Tristan Pfaff, label Ad Vitam.

Jean Sibelius

Paavo Järvi lui redonne sa puissance

Compositeur finlandais, Jean Sibelius a vécu de 1865 à 1957. Une longévité qui l'a parfois placé en porte-à-faux, notamment sur le plan musical, puisqu'il passait pour un classique, voire un conservateur, alors qu'il voulait rester d'abord fidèle à sa génération. Les sept symphonies qu'il a composées sont aujourd'hui beaucoup aimées du public, à très juste titre. Elles trouvent avec les musiciens de l'orchestre de Paris, sous la direction de l'Estonien Paavo Järvi, des interprètes qui font chanter les mélodies, donnent de la puissance. Un travail de grande ampleur !

Sibelius, Symphonies 1-7, par l'Orchestre de Paris, direction Paavo Järvi, 3 CD, label RCA.



Chaleureux Riccardo Del Fra

Jazz en mouvement, comme les migrants

Compositeur et contrebassiste italien, Riccardo Del Fra a conçu *Moving People* comme un point de rencontre. Les musiciens qui l'accompagnent sont allemands, français, polonais. Mais la sensualité de ce disque ne tient pas qu'à son ambition fraternelle. Del Fra choisit des harmonies chaleureuses, construit des structures mélodiques comme d'autres vous racontent une histoire : au coin de la rue, donnant du rêve. Une musique ouverte aux autres, inspirée par un sens de l'accueil authentique.

Moving People, Riccardo Del Fra, label Cristal Records.

Georges Braque (1882-1963), *Portrait de Picasso portant l'uniforme de Braque*, Paris, 1911, Paris, Musée national Picasso-Paris © RMN-Grand Palais (Musée national Picasso-Paris)/Franck Raux/Adagp, Paris 2019/Succession 2019

Picasso et la guerre

Musée de l'Armée jusqu'au 28 juillet

Artiste européen par définition, l'Espagnol qui vécut à Paris a presque traversé le XX^e^ siècle (1881-1973) sans jamais porter d'uniforme. Pourtant, les guerres ont profondément marqué Pablo Picasso : des Balkans (1912-1913) au Viêt Nam (1955-1975), en passant par celle qui ensanglanta son pays, la guerre d'Espagne (1936-1939). Cette dernière lui inspire *Guernica* (1937), sans doute le plaidoyer pictural antiguerre le plus connu et le plus efficace de l'histoire de l'art. Ce tableau marque un tournant dans l'œuvre de Picasso. Il sera le point de départ de son engagement pour la paix. L'exposition que propose le musée de l'Armée-Invalides, à Paris jusqu'au 28 juillet, retrace l'impact des guerres sur le cheminement artistique du peintre à travers quelques œuvres et documents d'époque.

Renseignements : www.musee-armee.fr

Visions sociales

Cannes, ouvert à tous

Pour sa 17^e^ édition, « Visions sociales » met le cinéma méditerranéen à l'honneur. Des frères Lumières à La Ciotat, des films italiens post-Seconde Guerre mondiale jusqu'au renouveau du cinéma espagnol après le franquisme, la sélection Visions sociales, qui se déroule en marge du Festival du Cannes du 18 au 2 mai, donne à voir de nouvelles cinématographies, animées de rencontres, réflexions et débats. Parmi les personnalités, Robert Guédiguian et Claire Burger, réalisatrice de *C'est ça l'amour* (2018) et marraine de cette édition, accompagneront le public pour ce voyage cinématographique aux confins des terres méditerranéennes du Maroc à la Syrie…

Renseignements : www.ccas-visions-sociales.org

68, mon père et les clous

Une révolution bricolée

Jean, 20 ans en 1968, activiste maoïste, a poursuivi ses études tout en ouvrant… une quincaillerie en plein cœur du Quartier latin, Bricomonge. Trente ans après, la boutique, « haut lieu de sociabilité », s'apprête à fermer définitivement. Le documentariste Samuel Bigiaoui, le fils de Jean, cherche à comprendre ce qui a amené son père, jeune militant, intellectuel diplômé, à vendre des clous. Petit à petit, le lien devient évident entre l'utopie d'une génération, largement répandue en Europe, et le petit monde très concret de la boutique de bricolage : cet îlot de solidarité où chaque vis trouve son écrou, et chacun un moment de sociabilité. On y parle toutes les langues, on y entend tous les accents, véritable tour de Babel façonnée par plus d'un demi-siècle de migrations et de circulation au sein de l'espace européen. L'idéal révolutionnaire de Jean a sans doute fait long feu, mais au moment de fermer Bricomonge, il se rend compte que son rêve s'y est poursuivi, provisoirement, et a parfois pris vie, même modestement.

Sortie en salles le 1er mai 2019.

ET AUSSI

● **Montreuil se partage**

Dans le cadre de l'opération *Sharing Cities Alliance,* Montreuil (Seine-Saint-Denis) organise du 13 au 19 mai « Les Routes du partage ». Des portes ouvertes, des ateliers, des balades, un nettoyage citoyen, un banquet, un concert, des points de partage individuels ou collectifs seront mis en place les 18 et 19 mai avec l'aide des 3 000 associations de la ville.

Renseignements : https://observatoire-du-partage.org

● **La Folle enquête de Stieg Larsson**

Nous connaissions *Millenium,* ses millions d'exemplaires vendus, son adaptation au cinéma ; nous découvrons sa genèse à travers cette enquête menée par l'ancien diplomate Jan Stocklassa. L'auteur suédois Stieg Larsson, mort à 50 ans, a consacré une partie de sa vie à essayer de résoudre l'une des plus grandes énigmes politiques de son époque : le meurtre d'Olof Palme, Premier ministre suédois abattu en 1986.

Éditions Flammarion, 448 pages.

Par-delà la pluie

Vivre, le plus beau voyage

Maison de retraite de Tarifa, à l'extrême sud de la péninsule ibérique, un pensionnaire met fin à ses jours. Pour Helena, fille d'un militaire franquiste, et Miguel, ancien banquier aujourd'hui atteint d'Alzheimer, c'est une prise de conscience, un réveil et le début d'un *road trip* pour ces deux septuagénaires en quête de vérité. Au volant d'une flamboyante Datsun de 1967, ils prennent la route direction Malmö, en Suède. Les chemins se mêlent et s'entrecroisent. Parce qu'on ne peut passer ses journées à ramasser les miettes de ses échecs, les personnages avancent et dessinent une histoire sur le sens de l'amour et la résilience. L'auteur catalan Víctor del Árbol signe un roman noir et subtil, violent mais jamais sombre.

Par-delà la pluie, Actes Sud, 448 pages.

Grécité

Poésie engagée

« Dans ce pays, le ciel ne diminue jamais un seul instant la flamme de nos yeux/
Dans ce pays, le soleil nous aide à soulever le poids/
De pierre que nous avons toujours sur nos épaules […] »
En mai 1974, en Grèce, alors que la dictature règne, le romancier et poète Jacques Lacarrière décide de rendre hommage à la culture et la démocratie d'un peuple en traduisant l'un des plus beaux textes de Yannis Ritsos, *Grécité.* En 2014, en pleine crise grecque, c'est ce chant sublime, et d'autres préciosités poétiques, que l'éditeur et poète Bruno Doucey tenait à publier pour la première fois en version bilingue. Découvrir ou redécouvrir ce chant d'insoumission et de fierté, c'est du bonheur à l'état pur. C'est sentir la terre où les sentiers se noient dans la lumière brûlante de l'été.

Grécité, Éditions Bruno Doucey, 112 pages.

La Nature exposée

Un concentré d'humanité

Ce montagnard taiseux et solitaire, ancien mineur, sculpteur à ses heures, aide des migrants à passer la frontière comme le font, du reste, d'autres habitants du village. Mais lui ne demande rien en échange. Il finit par s'attirer l'hostilité des passeurs et décide de prendre le large. Ses pas le guident vers une ville en bord de mer où lui sera confiée une étrange mission : rendre à une statue du Christ sculptée dans le marbre sa nudité originelle. Il accomplit cette tâche dans un cheminement spirituel jalonné de rencontres : un prêtre, un rabbin, un ouvrier musulman. L'écrivain italien Erri de Luca se livre dans ce court roman à une réflexion poétique sur le corps et le sacré, la compassion et la fraternité.

La Nature exposée, Erri De Luca, Folio, 160 pages.

Samuel Bigiaoui

Cfdt: PETITES ANNONCES

Locations vacances

OFFRES

04 Rioclar. T4 meublé, rdc en montagne (alt. 1240 m), vallée de l'Ubaye, 5 à 10 km comm, locat à l'année. Courts séjours (hors sais, charg. non comp.) 200 €/sem, 250 €/10 j, 300 €/2 sem. Possibilité loc longue durée prix 600 €/mois + provis. sur charg. (régulées fin an. ou séj.), maloudurando@gmail.com

05 Guillestre Queyras. Stud 2 pers, expo sud, rdc villa jard, park à prox spot d'escalade de «la rue des Masques», juin/sept 230 €/sem. Tél. 0442210855 - 0686743181

05 Veynes. Mais ds village, 7 pers, juil/août 300 €/sem, Tél. 0490695633 denise.reynouard@wanadoo.fr

06 Cannes-La Croisette. Stud rénov, 28 m², tt équip, proch com. & commod, clim, résid gardien, 4e étag, asc, près «Martinez», séj sans voit, voisin calm, plage 50 m, 1 p vie (sal/ch), canap-lit 140 & lit doub «armoire-lit», TV, balc, store, cuis ouvert éq, sdb, douch, lav-ling, WC sép, draps/serv. Prix janv à avr 300 €/sem, 400 €/sem en juin, 500 €/sem du 29/6 au 13/7, 550 €/sem du 13/7 au 27/7, 600 €/sem du 27/7 au 17/8, 550 €/sem du 17/8 au 31/8, 400 €/sem en sept, reduc prévue si quinz, 50 € pour adh CFDT. Tél. 0647759807

06 Cannes-La Bocca. Apt F2, jard, gar, pisc, plage, comm à 100 m, anim ok, ttes pér. Tél. 0671244299 apr 20h. moustin.serge@wanadoo.fr

Un service de petites annonces gratuites est offert à nos lecteurs réguliers. Il est réservé aux particuliers, à l'exclusion des organisations, groupements ou associations. Pour en bénéficier, vous devez indiquer votre numéro d'identification d'abonné ou joindre l'étiquette d'envoi du journal. Des annonces toutes catégories (sauf à caractère commercial ou matrimonial) sont possibles, la rédaction se réservant le droit de ne pas retenir celles qu'elle jugerait choquantes ou de différer celles qui relèvent plutôt de l'affichage de quartier.

Par ailleurs, *CFDT Magazine* décline toute responsabilité quant à la qualité des prestations proposées.

Écrire à: *CFDT Magazine*, service des petites annonces, 4 bd de la Villette, 75955 Paris Cedex 19.

06 Côte d'Azur. Gîtes de Fr, 3 épis 1/6 pers à partir de 249 €/sem et 45 €/nuit, ANCV ok, mer 20 mn, rivière 300 m, cadeau adh CFDT. Tél. 0632755107- 0493429358 www.locations-06.fr pascale.codua@wanadoo.fr

06 Le Cannet. Apt F2 meublé 2 pers, 1e étag, tt conf, 3 km de Cannes, son festival, ses plages de sable fin, bus 100 m, anim ok, 250 €/sem ttc. Tél. 0493460027 http://loue06.simplesite.com http://yvo06.simplesite.com

13 Marseille La Joliette. T2 de 55m² Centre Ville entre MUCEM et les Docks.Vue mer. 5e etage. Ascenseur. 2 couchages 180x140, 1 chambre, salon avec cuisine américaine. Salle d'eau, wc, lave-linge. 395 à 435 €uros la semaine pour 2. Possibilité court séjour. Viviane 06 52 421 807 ou viviane17@laposte.net

17 Île d'Oléron. Proch port de la Cotinière. Mais ind, 4 pers, ds résid, 2 ch, s. d'eau, WC sép., tt conf, 2 terras, plage et piste cycl à 200 m. Mai/sept 450/600 €/sem, réduc si 15 j et plus. Tél. 0478552512 – 0613054198

17 La Rochelle. Appt T2, tr clair, conf, calm, 2 pers, Ctre-ville, sans voit, 50 m plage, casino parc, vieux port, anim non ok, non fum., 3e étag sans asc, vue 360°tour Lanterne & ville depuis terras 10 m². 310 €/sem – 560 €/quinz de juin à sept. Tél. 0247932004 - 0618418035 jeanne1952@orange.fr

20 Corse Sud. Figari. Villa 6 pers. 300/1200 €/sem. Tél. 0627168075 martine-viti@gmail.com

20 Corse – Costa Verde. Apt de 60 m², 2 pers meublé ds mais tradition de 2 étag, petit village à 15 mn des plages. Prix selon pér et dur de 300/350 €/sem du 25 mai/15 juin et 15 sept/6 oct. Tél. 0617421595

22 Penvénan. Carav. avec auvent, 4 pers, ds camp des Dunes, tt conf, tt équip, micr-o, linge non fourni. Prix 150 €/sem du 2 juil/20 juil. Prévoir coût d'emplacement camping. Tél. 0620813866

22 Perros-Guirec. Mais. ds ferme du XVIIe siècle, gîte 3*, 2/3 pers, 900 m comm, 2 km mer et Côte de granit rose, Ploumanac'h Trégas. Prix 200/450 €/sem. Tél. 0698317825. run-ar-marec-gite-perros-guirec-saint-quay-perros.fr bernadette.lebonniec7@orange.fr

24 Carsac-Aillac. Apt 4 pers, 32 m², séj, sdb, WC sép, 2 ch étag, terras, cellier 4 m², comm 1 km, Sarlat 9 km, anim non ok, de juin/sept 460/520 €/sem. Tél.0477607247 daniel.thevenet@wanadoo.fr

24 Périgord. Mais. 5/6 pers, 20 mn Bergerac & Périgueux, Sarlat les Eyzies, grde p à vivre, salon, cuis éq, sdb, WC. Étag : couch 6 pers, 1 ch 1 lit 140, dortoir lits 140 et 90, grd esp vert, 350/400 €/sem. Tél. 0686188237.

24 Périgord Vert. Limite Périgord Blanc, Sarlat 1 h, Périgueux 30 mn, gîte 4/5 pers, tt conf, ouvert tte l'an, réseau «accueil paysan», découverte truffe, certif AB, ds hameau spac & original. Prix 350/390 €/sem sel sais, réduc 5% membre CFDT. Tél. 0553059656 - 0679622871 - bernardlansac@wanadoo.fr.

24 Périgord Noir. Stud 60 m², ds pte mais pierre indép, 2 pers + 3 enf, coin cuis, jard clos, rando, cyclo, canoë, visit chât, grottes, visit truffières quad, prêt pisc priv 9 h/13 h, 300 €/sem. Tél. 0617572062 verdierlise24@gmail.com

29 Bénodet. Stat balnéaire, stud 2 pers. résid. calm, à 100 m mer, thalasso et casino, pt départ rando, WE. Prix à partir de 100 €/sem sel court séj ou vac. Tél. 0679626719 vquemard@yahoo.fr

29 Kérity Penmarc'h. Apt 3 pers, prox la Torche & le Phare d'Eckmühl, le Guilvinec, les pieds ds l'eau, rdc avec terras, tt conf, face mer 15 mn, comm. ciné, port, plage à 30 m, ttes sais. Prix 300/420 €/sem Tél. 0673631531. mbzh29@orange.fr

29 Moëlan-sur-Mer (sud Finistère). Mais authentiq, 6 pers, tt conf, jard 600 m², cour priv, prox itinér rando, plage, 4 km forêt, TV, internet, anim ok. Prix 290/590 €/sem. Tél. 0686669298 jacqueline.philippe@wanadoo.fr

29 Plouhinec. Mais ind, 9 pers, grd jard, 4 ch, 2 sdb, cuis éq., plages à 800 m. Prix 400 à 650 € / sem du 7/9 charg. comprises suivant pér. Tél. 0298942841 andro-bernard@wanadoo.fr

29 Portsall-Ploudalmézeau. Mais indép, 30 km NO Brest, 2/4 pers, jard clos 450 m², 300 m mer & grd 34, 1 ch, 1 p, cuis sép, salon de 25 m² canap conv et poêl bois, véranda, sde, WC séparé, cellier, BBQ, lav-ling. Locat tte l'année 350 €/sem ttc. Tél. 0612417434. lcuchard@gmail.com

29 Trégunc. Mais indiv sur jard 700 m², 4 ch, 7 pers,mais park, plages à 7 km, tt comm à 4 km. Juin /sept 500 €/sem, Juill/août 600 €/sem, bas. sais 400 €/sem. Tél. 0686182073. ylegales@laposte.net

31 Luchon. Apt. cœur de ville, tt conf, 2 ch, park, 400 € /sem, 600 €/3 sem. (curistes). Tél. 0630087493

31 Soueich. Mais village Piémont Pyrénées, 6 pers, 3 ch, tt conf, esp vert, calm, rando, vélo, vtt, pêche, ancv ok. Libre juillet/août. Tél. 0562677574 - 0673255018

33 Bassin d'Arcachon. Mobilh 4 pers, grd ter privé, ombragé, tr calm, plage. mai/juin, 320 €/sem. Tél. 0645095541 - 0556268244

34 Cap d'Agde. Apt T2, 4 pers, tt équip, 1 p à vivre, 1 ch, cuis, park privé, prox plage, port, comm. Août 460 €/sem. Tél. 0677596239

34 Cap d'Agde. Stud cabine, 4 pers, clim, terras, comm 10 m mer, pisc, park à 200 m. Prix juin/sept 350 €/sem, juil 450 €/sem, août 500 €/sem. Tél. 0624810462 - 0474811211

34 Cap d'Agde. Mais mitoyenne 40 m², ds pinède, résid avec pisc à 10 mn à pied plage et centr-port, 6 pers, 2 ch lit doub., 1 coin nuit fermé avec 2 lits superp., p à vivre, coin cuis, WC, sdb, terras, du 14/24 aout, prix 100 € /nuit, 4 nuits mini et sem 36, 37 prix 350 €/sem. Tél. 0679603396 philippe.hedrich@educagri.fr

39 Les Rousses. Apt 24 m², 2/4 pers, classé par off. tourisme, kitchen, ch, coin montagne, hors sais. Prix 430 €/sem, bas. sais. 260 €/sem, Noel, jour an 380 €/sem, nbreuses activ. Tél. 0662536664 (apr 17 h) francoise390@orange.fr

39 Longchaumois haut-Jura. Gîte rural été/hiver, tt conf, jard, panorama, prox Suisse, 2/3 pers de 280/320 €/sem. Tél. 0384453634

44 Pornic. T2 4/6 pers, rés pisc, tt conf, mer, comm 500 m. Prix 200/460 €/sem, phot par mail. Tél. 0241301757 - 0603503940

44 Le Pouliguen. Mais 8/10 pers, calm, jard clos, mer 400 m, ttes sais, WE/sem/quinz/mois Tél. 0240012178.

44 Pornichet. Littoral Ste Marguerite. Appt T2 RDC, jard clos de 175 m², 300 m plage et comm, juil/août 700 €/quinz. Tél. 0695134770

64 Saint-Jean-de-Luz. Stud 35 m², 3 pers, rés sécuris bord plage, ctre thalasso, imm, entièr éq. TV écr plat LCD, micr-o, plaq vitroc, frigo, sdb, WC sép., literie encastr neuv, som lattes, 1 lit, 2 pers, 1 lit 1 pers, dressing, expo est, 1e étag, vue/jard, calm, park priv. s-sol, tarif dégres. sel dur & sais. Prix tte sais de 150/600 €/sem. Tél. 0776156992 apr 19h.

65 Cauterets. Apt 6 pers, 55 m², 2 ch, vaste mezz, sdb équip, dche, TV, cuis ouv. éq, micr-o, asc, prox tt commod, thermes, télécabines, park gratuit, photos dispo. Prix sel sais. Tél. 0673595194 – 0607693578

65 Cauterets. Chalet 70 m², terras autour, 6 couch, calm, ensol, anim ok, ancv ok. Tél. 0556629007 – 0610500607

65 Juncalus. Gîtes + Mobilh ds camping, face vallée du Hautacan, 7 km de Lourdes. Prix 270/400 €/sem. Aide à faire vivre 1 pers handicap. Tél. 0676737763 – 0562941270

65 Lourdes. Bolquiere Cerdagne. Gd chalet, jard, 12 pers (16 max), idéal réunion familiale ou amis, cuis, sdb, 1 gde p chemin, proxi Front Romeu et Pyrénées. Prix en hiv hs pér scol 800/900 €/sem, 1600/1700 €/sem vac scol, phot sur http ://bolquere.chalet.free. Tél. 0679345283 b.breniere@wanadoo.fr

65 Vieille-Aure. Proche St Lary Soulan. Apt 6/8 pers classé 2*, tt conf, résid avec piscine, tennis, animations, comm, park, chèq vac ok, de 200 à 460 €/sem. Tél. 0562391242 (soir) - 0642689353

66 Le Barcarès. Mais clim refaite, 5 pers, ds résid avec pisc, park. Prix 400/700 €/sem sel pér. Infos/Photos sur demande. Tél. 0633671829. dudu.cyril@wanadoo.fr
66 Collioure. Stud séj, canap lit, cuis sépar, s d'eau, WC, pte terras, park. libre, ds rés. fermée, 50 m de la plage, 300 €/sem. Tél. 0160141777 (hors sais ns contacter). Therese.lecuyer207@orange.fr
66 Font-Romeu. Apt 3 p 60 m², 6 pers à 1800 m, label clé-vac, prox ctre-ville, séj., cuis éq, balc, vue Cambre AZE, park, domaine skiable. Prix fév 650/700 €/sem ttc, été 300/350 €/sem. Tél. 0558917158 0620146924. alaindunoguiez@free.fr
66 Les Angles. Apt 4/6 pers, 2e étag, refait neuf, asc, balc 11 m², (prox Font-Romeu), alt 1600 m. cour intér, park priv, belle vue, lac & mont. Prix 300/640 €/sem, hiver/été. Tél. 0565684590
66 Saint-Cyprien plage. Apt rdc, 4 pers, tt conf, pte rés calm, 2 ch, clim. 200 m plage terras. park privé, ancv ok, libre en août. Tél. 0562677574 - 0673255018
73 Valmorel. Gîte 92 m², 8/10 pers, 3 ch, WC, sdb, cuis éq, salon, TV, courette vue montagne. Tél. 0670723077
74 Saint-Jorioz. Mais rdj, 4 pers maxi, 2 p, 40 m², 2* nvelles norm., tt conf & commod, park fermé, prox Semnoz & massif Bauges, Lac d'Annecy 100 m. Prix 300/450 €/sem, ttes sais, Cheq vac ok. Tél. 0450016759 menerovaudes@orange.fr
81 Montredon-Labessonnié. Mais ind, 4 pers, 1 gde p à v, cuis éq, 2 ch, + équip. bb, sdb, WC, TV, lav-ling, lav-vais, congel, grill, four, micr-o, Wifi, golf 5 km, accrobranches. Prix hs 270 €/sem, bas. sais. 220 €/sem, Tél. 0563753719 jeanpierreboulogne@gmail.com
81 Toulouse/Carcassonne/Albi. Gîte rural indiv. campagn., situé entre Puylaurens (81) et Revel (31). Tarif sem. sel sais, cuis intég. ouv sur s.à.m et salon, cellier, WC, micr-o, lav-vais, frigo, lav-ling, mezza. 1 ch & s. d'eau, ch lit 160, park priv sur le terrain du gîte, terras arr. maison sur campag. Tél. 0621857409 mijoe08.wix.com/auphildemijoe
83 Agay Massif de l'Estérel. Stud 2/5 pers, terras, vue mer, parc arboré, animation enf, calm, hs. Tél. 0450393360 - 0626854151
83 La Londe-les-Maures. Apt T2 et mezza. avec Vélux, 3e et dern. étag, plage Miramar, entre Hyères et Le Lavandou, tt conf, plage 50 m, poss phot, ttes sais, tarif sel. pér. Tél. 0685220866
83 La Londe-les-Maures. Apt F2, 1/4 pers, jard, plage & comm à 50 m, anim ok, ttes pér. Tél. 0671244299 apr 20 h. moustin.serge@wanadoo.fr
83 La Londe-Les-Maures. Apt T2 4 pers, 2e ét, 1 ch sép, balc sur jard, face îles d'Hyères, rés calm & sécur., park, plage 50 m, comm prox, ptt chien accept, ttes sais, phot s/ dem. Tél. 0616415908 jacky.lobbrecht@sfr.fr
83 Saint-Raphaël. (Agay) Apt T2, 4 pers, front mer, terra draps four, park, pr comm, arr cars, sncf à 600 m, fév/nov 280 €/sem, dégres. si plus. em.autant@infonir.fr Tél. 0477542658 – 0687018777
83 Six-Fours-les-Plages. Apt 2/4 pers, près Sanary sur mer, ds résid calm, 400 m plages, prox comm, loc ttes sais, poss loc au mois hors sais. Prix 250/550 €/sem, Tél. 0494341319 - 0620715573 Phot s/dem. corail98@gmail.com
85 Le Fenouiller. Mobilh 4/6 pers, 2 ch, tt équip, 10 mn plages, terras fermée, parc aqua, pisc couverte, animation. Mai/juin 350 €/sem, 1/15 août 500 €/sem, 17/31 août et sept 450/€/sem. Tél. 0620211589
85 Les Sables-d'Olonne. Apt 130 m², 4 ch, gd séj., sud, cuis, 2 sdb, jard, 100 m plage et marché Arago. WE, sem, quinz. Tél. 0662672312
85 Longueville-sur-Mer. (Les Conches) Mais indiv 6 pers, 3 ch, tt conf, jard clos, terras, BBQ, vélos, jeux, tennis table, ter. pétanque, mer & forêt, Puy du Fou 1 h, les sables d'Olonnes 25 mn, parc aqua. Indian Forest 15 mn, La Tranche/mer 5 mn. Avr/ sept 300/520 €/sem/quinz. Tél. 0251403265 - 0606864267
85 Notre-Dame-de-Monts. Mais ind, 2/4 pers étag 1 ch, s d'eau, WC, rdc 2/4 pers, 1 ch lit 200x160, s.à.m, sal, canap lit 200x160, cuis, s. d'eau, WC, jard clos, forêt 1 mn, plage 10 mn pied. Juil/août 450 €/ sem. Juin/sept 380 €/sem. Tél. 0671642101 – 0240774228 marierobin44@gmail.com.
85 Saint-Gilles-Croix-de-Vie. Apt 4/5 pers, 30 m mer surveillée, plein pied, terras, park privé, Prix 350 €/sem mai/juin & sept, 400 €/sem juil/août. Tél. 0622013563
85 Vendée. Mobilh, 4/6 pers, 2 ch tt équip, 10 mn plages, parc aqua, anim. Tél. 0620211589
89 Yonne. Mais. plein pied, proxi d'Avallon, de Vézelay, parc du Morvan et Guédelon, ds lieu privilégié. Locat sem, WE, ch, cuis tt équip, grde sal, WC, s. d'eau, tt rénov. Étag: 2 ch, 2 lits dble, 1 lit sple, cour intér, jard fermé, près rivière, belle balade. 300/450 €/sem sel pér. belles presta., envirmt très agréab. Tél. 0386738178 - 0781854797. nussbaumrodolphe@yahoo.fr
97 Martinique. Anses d'Arlet. Apt F2, 5 mn à pied plage, tt conf, park. Prix 300/450 €/ sem, Tél. 0696817168. mndltp@gmail.com
Espagne. Sud de Barcelone. Apt 80 m², 3 ch, 4/6 pers, prox Port Aventura, ville bord de mer, 15 mn à pied plage. Juil/août 480 €/sem, sel pér. 420 €/sem. Tél. 0676298497. yvetphil.yt@gmail.com
Espagne. Proche Alicante. Maison bord de mer El Campello, 6 pers, 3 ch, prox commod. À part. 350 €/sem, 500 €/quinz, 670 €/mois hors juil/août, 670 €/sem, juil/ août, 1290 €/quinz. Tél. 0628185123 www.soleilmer-espagne.jimdo.com
Espagne proche Alicante. (accès Cie low cost), Torrevieja, plage LA MATA. Apt F2, 46 m², gar souterrain, clim réversible, TV française, 4 pers, 4 ch, prox commod. Prix 500 €/sem, 800 €/quinz hors pér. Tél. 0617917980. aptlamata@gmail.com
Espagne-Empuriabrava (Baie de Rosas). Apt 41 m², tt conf, ascens, 2/3 pers, 60 km de Perpignan, mer/plage/sable fin, TV, concierge parlant français, prox tt comm, tt loisirs, baign, etc. Prix 390 €/sem – 780 €/ quinz. Tél. 0682296470
Espagne Vinaros. Apt 4 pers, bord de mer, gde terras vue mer, sécurisée, plage, 3 pisc, park priv., tt conf, Wifi, proche comm. aguerin.17@free.fr
Sud Espagne. Torremolinos (Costa Del Sol). Apt 80 m², 6 pers, 300 m plage, doub séj, clim, tr conf, ctre piéton, très facile d'accès depuis l'aéroport de Malaga. Prix 380/800 €/sem. Tél. 0698208533
Portugal-Nazaré. Mais typiq pêcheur, plage 200 m, centr village, près marché couv. et restau, comm et marchés, 4 ch, 2 s. d'eau, 2 WC, 1 patio 8/9 pers. Phot s/ dem. Mai/juin et sept 670 €/sem, juil/août 800 €/sem. s.mouhot.turquier@gmail.com
Val-d'Aosta (Italie). Pt village, 800 m alt, lac 15 mn, randos, châteaux, mais ancien, 3 pers (lit suppl), indép, entour pré, park, balc, séj, ch, cuis US, sdb, sous charp, 70 m², confort., juin à sept. Prix 400 €/sem Tél. 0146586773 - 0689693737 raimonda@free.fr
Sardaigne. Mais 130 m², tt conf, 2 ch, 2 sdb, WC, salon, s.à.m, cuis éq, draps/linge mais. fournis, BBQ, Prix 450 €/sem Tél. 0608636803. m.foccis@orange.fr
Maroc Essaouira. Apt 90 m², 6 pers, 2 lits doub et 2 lits simpl dans quartier tranquil près plage de Mogador. Lumin et bien équip, Idéal pour famille. Prix 350 €/sem valessaouira@gmail.com

IMMOBILIER

VENTES

06 Cannes-La Bocca. Apt 2 p, 52 m², 3e ét, cuis éq, séj, ch, sde, WC ind, rangmt, grd balc, dble vitrages, volets élect, park, proche mer et Cntr-ville. Prix 65000 €. Tél. 0664632503
06 Juan-les-Pins. Apt T1, 35 m², cuis.indép, entièrem rénov, très proche mer, terras fermé jard, vue dégag, verdure & calm absolu, transp, comm prox, belle opportun, à saisir, poss gar. Prix 129000 €. Tél. 0671244299 apr 20 heures moustin.serge@wanadoo.fr
06 Saint-Vallier-de-Thiey. Villa ind, 144 m², plain-pied, dble séj avec chem, cuis US, tt équip, 3 ch, sdb, WC indiv, terras 950 m², atelier, gar, portail élect. Prix 400000 €
11 Saint-Pierre-la-Mer. Apt 4 pers, vue magnifique sur mer, 500 m plage, terras park priv, prix 73000 €. Tél. 0384765880 0686171127. christine.maussire@orange.fr
21 Recey-sur-Ource. Mais 70 m², sur 2 niveaux, cuis, sal, douch/WC. Étag: 2 ch, 1 grenier, jard 10 ares, prox Cntr-villag, comm, collège, etc. Prix 45000 €. Tél. 0662536664. francoise390@orange.fr
23 Magnat-l'Étrange. Ferme rénov, 200 m² habit, terras 2320 m², bordure forêt, grange 60 m², p à vivre 30 m² av. chemin., salon + s.à.m 42 m², cuis, sdb, douche, WC, 1 ch, comble 85 m² aménag. 3 ch, 1 esp de jeu. Prix 180000 €. agnes.voisin23@orange.fr
24 Peyrignac. Mobilh 24 m², ann 90, 2 ch, sdb, WC, cuis, sal pano, terras, bois 15 m². Prix 2500 €. Tél. 0645079096 alain.gibrat@orange.fr
29 Porspoder. Mais T4, 70 m² non mitoyen, terras 1170 m2, retrait de la rte, bourg à 400 m, plage 500 m, 2 ch, tt à l'égout ok, jard clos. Prix 140000 €. Tél. 0686201885. caravec.claude@wanadoo.fr
30 Brouzet-lès-Alès. Mais lum 83 m², terr 2150 m², pisc hors sol. Prix 200000 €. Tél. 0687275720
38 Grenoble. Apt T5, 100 m², cave, garage, ds rés sécurisé, gd asc, 2 apts palier, cuis ind, séjour dble, 3 ch, 2 sdb, WC ind, 4e étag. orienté E-O, Prix 165000 €. Tél. 0474283721
38 Villard-de-Lans. Apt 2 p, 6 pers, ds pte résid, tt conf, tt équip, Garage et park, ttes commod, proche stat ski fond et piste, rando. Prix 99000 €. Tél. 0143397193 - 0647200400
39 Haut-Jura Longchaumois. Gîte rural été/hiver, tt conf, jard, panorama, prox Suisse, 2/3 pers de 280/320 €/sem. Tél. 0384453634
39 Haut-Jura Les Rousses. Apt 45 m², 1120-1680 m, stat été/hiver, 3 km Suisse, tt conf, 4/6 pers, lac, golf, rando, ski alp/ski fond/raquet, cheminée, gar prox centr & comm, courts séj pos. Tél. 0384726133 veronique.detroit@laposte.net
45 Orléans Est Chécy. Mais 145 m², parcel 516 m², quartier résid, tt comm, rdc séj salon 40 m², cuis indép am, éq, 2 ch, sdb, éq, gar 30 m². Étag: 1 palier, 2 ch, placard intégré, éq, s. d'eau, WC. Prix 298000 € net vendeur. Tél. 0630333577 clafosse@cfdt.fr
70 Vernois-sur-Mancer. Mais. campagn. Vesoul 40 km, Bourbonne-les-Bains 19 km, ville thermale, rdc cuis, sal, ch WC, s. d'eau, cellier. Étag: 2 ch, grenier à côté. 3 granges dt 1 attenante, jolie écurie ancien. Prix 40000 €. Tél. 0662536664 francoise390@orange.fr

ACHAT

34 Montpellier. Recherche à acheter apt P2/P3 sur Montpellier (Arceaux, Chaptal, Place Carnot...). Tél. 0668092878 bakerweet@gmail.com
35 Morbihan. Cherche acquisition d'une mais. plain-pied dans le secteur Ploërmel. Prix 80000 €. sylbert35@gmail.com

LOCATION

78 URGENT. Recherche location Apt type T3 ds les Yvelines, loyer maximum CC 800 €. Tél. +33 6 73197128. Faire propos.de préfé. avec phot par jack78@hotmail.fr

ÉCHANGE

29 Pluguffan. Échang. mais bretonne, 5 pers, non-fumeur, proche Quimper, plage & sites à visiter, Concarneau, Douarnenez, pointe du raz. Habitué échanges basés sur confiance et convivialité. Mais quartier calm avec tt conf, comm de prox à pied. Tél. 0633937317. fred.duprez@laposte.net
44 Saint-Brévin-les-Pins. Échang. en été stud 26 m², 2 pers, ent rénov, bord de mer, park, comm, loisirs à proxi. Tél. 0683862691

DIVERS

18 Cher. Vends Toyota Auris Touring 112D - 4D Dynamic Diesel 112CV/6CV fiscaux BVM 6 vitesses /break + kit complet roue de secours + 4 pneus hiver sur jante avec écrous, couleur gris platine au prix de 17000 €, mise en circulation le 28/07/2016, Prix neuf 29224,10 €. Tél. 0614597685 dominique.herlemont@sfr.fr
22 Saint-Brieuc. Vends beau lit à baldaquin Bambou 2 pers, 200 x 165, 2,15 m de haut, cause déménagement. Prix 190 €. Livraison poss. ds secteur. Tél. 0680816677 sylvie.chauvin605@orange.fr
39 Équevillon. Vends Citroën C3 Aircross type Feel, sortie d'usine en juin 2018, 110ch essence, gris alu, 3700 km, neuf, équip d'une attache remorque. Prix 16000 € à débattre. Tél. 0384524422 mauricepetetin@ntymail.com.
42 Vends. C4 HDI 90 BVM, collection 1re main 09/2014, 52000 km, état impec. Prix argus. Tél. 0671114554

En raison du nombre important de demandes de publication et compte tenu du manque d'espace disponible, retrouvez l'intégralité des petites annonces sur **https://monespace.cfdt.fr**.